

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2363 - 15 novembre 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Chômage, TVA, austérité...  
Hollande,  
au service  
des exploitateurs  
comme ses  
prédécesseurs**

**Guerre de 14-18**

**Le capitalisme porte en lui la guerre  
comme la nuée porte l'orage**



# SOMMAIRE

## Leur société

- p.4 ■ Dassault à Corbeil
- Campagne raciste contre Christiane Taubira
- Poursuite des expulsions de lycéens
- Salon du Made in France
- Embouteillage à Colombey
- p.5 ■ Ayrault à Marseille
- Budget 2014
- Retraites : toujours moins et avec retard
- Gel de l'APL
- Contribution climat énergie
- p.10 ■ La note de la France abaissée
- La BCE baisse ses taux
- p.11 ■ L'aide médicale d'État
- Droit à l'avortement
- Coût prohibitif des prothèses auditives
- Pour la relaxe des cinq de Roanne
- p.12 ■ Mouvements contre les rythmes scolaires
- Manque de moyens au collège de Bobigny
- Sommet sur le chômage des jeunes
- Île de la Réunion : l'illettrisme
- p.16 ■ Les causes de la Première Guerre mondiale
- Hollande dans les pas de l'Union sacrée

## Dans les entreprises

- p.6 ■ Pacte d'avenir pour la Bretagne
- Patrons et salariés, des intérêts incompatibles
- p.7 ■ Tilly-Sabco – Guerlesquin
- Marine Harvest – Poullaouen
- La Barre Thomas
- p.13 ■ Sages-femmes
- Hôpital Beaujon
- p.14 ■ FagorBrandt
- SITL – Lyon
- p.15 ■ La Redoute
- Eurocopter
- JTEKT
- Maternité des Lilas

## Dans le monde

- p.8 ■ Turquie : grève victorieuse chez Leroy Merlin
- Philippines : la population victime du typhon
- Portugal : les fonctionnaires contre l'austérité
- Espagne : les travailleurs du nettoyage en grève
- p.9 ■ États-Unis : un nouveau maire à New York
- République démocratique du Congo : une guerre sans fin

## Réunions publiques

# « Contre la bourgeoisie et ses serviteurs politiques, faire entendre le camp des travailleurs »

**Avec  
Nathalie  
Arthaud**

### LE CREUSOT

**Mercredi 20 novembre  
à 18 h**

**Salle Guynemer  
– Saint-Exupéry**

### SAINT-ÉTIENNE

**Jeudi 21 novembre  
à 19 h**

**Amicale laïque  
de la Chaléassière  
9, rue  
Jean-François-Revollier**

### PERPIGNAN

**Mercredi 27 novembre  
à 19 h**

**Salle des Libertés,  
rue Edmond-Bartissol**

### CHARTRES

**Jeudi 28 novembre  
à 20 h 30**

**Espace Jean-Moulin,  
22, rue Jean-Moulin  
à Champhol**

**Avec  
Jean-Pierre  
Mercier**

### BÈGLES

**Jeudi 21 novembre  
à 20 h**

**Salle Jean Lurçat  
20, rue  
Pierre-et-Marie-Curie**

### TARBES

**Vendredi 22 novembre  
à 20 h**

**Bourse du Travail  
place des Droits  
de l'homme**

### VITROLLES

**Mardi 26 novembre  
à 18 h**

**Centre social Le Bartas  
Quartier Lapetite  
Garrigue – Bât. B**

### LANESTER

**Mercredi 27 novembre  
à 20 h 30**

**Salle Tam-Tam  
à la Médiathèque**



Meeting à Montreuil le 5 octobre 2012.

## Fête régionale de Lutte Ouvrière

# COMPIÈGNE

**Samedi 16 novembre  
à 19h, allocution de Nathalie Arthaud,  
Salle des Fêtes  
de Margny-lès-Compiègne**



## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**

**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**

**multimédia**

(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**

**audio**

(version parlée de nos textes)

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**

**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Comme ses prédécesseurs, Hollande mène une politique de classe

Beaucoup, à droite comme à gauche, critiquent la politique du gouvernement en accusant Hollande d'indécision et de manque d'autorité. Même les psychologues s'en mêlent, expliquant les nombreux changements de pied de Hollande par «son enfance passée à faire le grand écart entre une mère de gauche et un père de droite».

Il est ridicule d'allonger Hollande sur le divan du psychanalyste pour comprendre sa politique. Elle est celle de tout président de la République : elle vise à préserver le système capitaliste et la classe qui en profite, la bourgeoisie. Si Hollande donne l'impression de changer de discours en permanence et de ne pas savoir où il va, c'est qu'à la différence de la droite, il ne veut pas l'assumer ouvertement.

Les socialistes au pouvoir sont dans le double discours, coincés qu'ils sont entre les attentes de leur électorat et les attentes de la bourgeoisie dont ils sont les gestionnaires fidèles. Mais ils font la politique que le patronat leur demande.

Pour ArcelorMittal, Hollande a défendu Mittal malgré la pression en faveur de la nationalisation du site de Florange. Face à la fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, il a défendu la famille Peugeot contre les ouvriers qui se sont battus quatre mois.

Hollande a renié son engagement électoral de faire payer un peu plus d'impôt aux plus riches, en capitulant face aux « pigeons » et en annulant la taxe sur les résultats des entreprises. Mais il n'a pas reculé sur les impôts payés par les travailleurs. Sur la TVA, qui augmentera le 1<sup>er</sup> janvier prochain, le gouvernement ne recule pas, alors même que la TVA est l'impôt le plus injuste qui soit parce qu'il pèse d'abord sur les classes populaires. C'est une politique de classe, c'est un « cap » politique !

Hollande gouverne pour servir les intérêts des capitalistes ; il a été formé, sélectionné pour cela. On nous dit que nous sommes en démocratie et que la population choisit ses dirigeants, mais une série de filtres présélectionnent le personnel politique en fonction de son dévouement au système.

Pour être à la tête des grandes villes, des départements, des régions ou au gouvernement, il faut avoir montré patte blanche aux financiers et aux capitalistes. Il faut avoir fait la preuve de sa loyauté. De ce point de vue, il n'y a pas de différence entre Sarkozy et Hollande.

Si la situation a empiré avec Hollande, ce n'est même pas une question de différence de politique, car celles

de Hollande et de Sarkozy se ressemblent comme deux gouttes d'eau. C'est que la crise économique s'approfondit et que les attaques du patronat contre la classe ouvrière redoublent d'intensité.

Chaque fermeture d'usine ou suppression d'emploi est une attaque de plus contre les travailleurs. Rien ne pousse par exemple Pinault, une des plus grandes fortunes du pays et actionnaire principal de La Redoute, à céder son entreprise en menaçant 700 employés à Roubaix, si ce n'est sa rapacité. C'est aussi pour faire plus de profits que Goodyear ne veut plus produire de pneus à Amiens et programme 1 173 licenciements.

Les ouvriers de FagorBrandt, Alcatel, de l'agroalimentaire en Bretagne, ne sont pas victimes de la crise : ils sont victimes de la voracité capitaliste. Car ces entreprises, que l'on nous présente comme en très grande difficulté, sont liées à des groupes d'actionnaires et à des banques qui continuent de s'enrichir. Leur interdire de licencier serait une mesure de salut public.

Sauf à y être contraint par une mobilisation massive des travailleurs, le gouvernement Hollande-Ayrault n'interdira pas au patronat de licencier. Il ne fera rien qui s'oppose aux intérêts des capitalistes. Il en est, au contraire, le complice et le serviteur fidèle.

Pour servir le patronat, surtout le grand patronat, le gouvernement lui a fait le cadeau du crédit d'impôt compétitivité, il a légalisé la flexibilité et le chantage à l'emploi, il s'est attaqué aux retraites et poursuit les coupes dans les services publics. Faire passer une telle politique comme étant favorable aux intérêts des travailleurs nécessite bien quelques hésitations et autres contorsions ! C'est le lot de tous ceux qui gouvernent et qui sont payés pour justifier et faire passer auprès de la population les mauvais coups décidés par les grands actionnaires et autres PDG.

Au-delà de la politique antiouvrière du gouvernement, les travailleurs doivent viser aussi ceux qui tirent les ficelles : la bourgeoisie, les licenciés, les exploités. Il leur faut se défendre contre les licenciements, contre la dégradation de leur pouvoir d'achat, contre l'aggravation de l'exploitation, contre les cadeaux faits au patronat qui se traduisent en nouveaux impôts pour tous.

Alors que les capitalistes leur mènent la guerre sociale, les travailleurs doivent lever leur propre drapeau, celui de la lutte de classe.

### • Hausse de la TVA

## Non à la baisse du pouvoir d'achat

Après l'imposition sur le revenu de 800 000 nouveaux ménages modestes, le gouvernement Hollande a décidé d'augmenter la TVA, taxe sur la valeur ajoutée, au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La TVA est l'impôt le plus lourd et le plus injuste. Cette taxe est prélevée sur tous les biens de consommations de manière uniforme, quel que soit le pouvoir d'achat des consommateurs. Elle représente 50% des rentrées fiscales de l'État, 140 milliards d'euros en 2013, contre 70 et 50 milliards pour l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés.

L'augmentation de la TVA est

prévue de 19,6% à 20% pour le taux maximum et de 7 à 10% pour le taux intermédiaire, concernant la restauration, les transports, les travaux du bâtiment, etc. Autant de hausses qui seront répercutées sur toute la population.

Cette nouvelle ponction sur les familles devrait rapporter plus de 6 milliards, destinés prioritairement à financer... les 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité destinés aux entreprises, dont les plus grosses sont les principales bénéficiaires.

De nombreuses professions manifestent contre ces nouvelles

hausses : les artisans, les restaurateurs et hôteliers, même les propriétaires de centres équestres... Devant ces protestations, le gouvernement a déjà reculé sur certaines, comme les travaux de rénovation thermique.

Il y en a assez de toutes ces hausses d'impôts et de taxes. Elles ne servent qu'à subventionner les grandes banques et entreprises, sous prétexte de créations d'emplois qu'elles ne réalisent jamais. Les travailleurs qui manifestent et manifesteront, comme le 1<sup>er</sup> décembre, contre cette fiscalité injuste ont mille fois raison.

Louis BASTILLE

### Cercle Léon Trotsky

#### *Les mouvements populaires du printemps arabe et leurs répercussions*

**Vendredi 22 novembre  
à 20 h 30**

**Théâtre de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor – Paris 5<sup>e</sup>**

Métro : Maubert-Mutualité

**Participation aux frais : 3 euros**

## Campagne raciste contre Christiane Taubira

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, a été victime ces dernières semaines de plusieurs insultes racistes. Des propos d'une candidate du Front national à Rethel dans les Ardennes la comparant à un singe, aux slogans la traitant de guenon lors d'une manifestation des anti-mariage pour tous à Angers, les égouts de l'extrême droite ont débordé à plusieurs reprises. L'hebdomadaire *Minute* en a rajouté avec sa Une répugnante. Avec ces attaques contre Christiane Taubira, ce sont les préjugés les plus

crasseux qui se sont exprimés, dignes du petit colon raciste d'antan.

Christiane Taubira a regretté « qu'il n'y a pas eu de belle et haute voix qui se soit levée pour alerter sur la dérive de la société française ». En réalité, et Christiane Taubira le sait très bien, bon nombre de politiciens, qui se sont offusqués des propos dont elle a été victime, contribuent eux-mêmes par leur politique à faire que prospèrent des idées nauséabondes.

Du FN au PS en passant par l'UMP, les dirigeants des partis

politiques cherchent tous à détourner la colère populaire vers des boucs émissaires, quitte à s'appuyer sur des préjugés rétrogrades. Et si Marine Le Pen et les dirigeants de l'UMP visent directement les travailleurs immigrés, le gouvernement sait lui aussi user de la propagande antipauvre, comme l'a montré son battage contre les Roms.

Cette campagne raciste est immonde et dangereuse. Rien ne doit être dit ou fait qui puisse l'encourager.

Pierre ROYAN

## Poursuite des expulsions de lycéens La mobilisation continue

Aberazak Moukharbich, élève du lycée Chenevière-Malézieu à Paris 12<sup>e</sup>, est menacé d'expulsion après avoir été arrêté dans un train à Angers dimanche 10 novembre et placé en centre de détention. Cette menace vient après l'expulsion d'un autre lycéen parisien, le jeune Khatchik, arménien, il y a trois semaines, ainsi que celle de la collégienne rom Leonarda, expulsée avec sa famille vers le Kosovo.

Il y a quelques années, le PS s'indignait des expulsions d'écoliers sans papiers, alors pratiquées par la droite. Maintenant qu'il est au pouvoir, le gouvernement et son ministre Valls n'agissent pas différemment de Sarkozy, Hortefeux et Guéant. Ils expulsent en masse les étrangers sans papiers, les enfants comme les parents, qui ont fui la misère, la dictature voire la guerre. C'est intolérable.



Samedi 16 novembre, des manifestations sont organisées à l'appel de syndicats de l'éducation, d'associations et de partis politiques, sur le mot d'ordre: « Expulsions de jeunes scolarisés: la loi doit changer, régularisation, retour des expulsés! » L'appel précise: « Les lycéen-ne-s et étudiant-e-s expulsé-e-s doivent revenir, avec

leurs familles. La loi doit changer: les jeunes en parcours de formation (élèves, apprentis, lycéens, étudiants...) ne doivent plus pouvoir être expulsés, ils doivent être régularisés ainsi que leurs familles. »

**Lutte Ouvrière s'associe à cet appel. À Paris, la manifestation partira à 14 h de la place de la République.**

## Salon du Made in France Boniments made in Montebourg

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a inauguré samedi 9 novembre le salon du Made in France, deuxième du nom. Il y a affirmé qu'« avec sa carte bleue on pouvait voter chinois... ou voter pour la PME d'à côté » et que les « Français commençaient à se donner la main » pour produire et acheter en France. La question économique pourrait donc se résoudre grâce aux entrepreneurs qui produisent en France et aux consommateurs qui achètent français.

C'est oublier un peu vite que la consommation des classes populaires est limitée par les bas salaires, voire par l'absence de salaire, par la part croissante

qui va au loyer, au transport, au chauffage, etc. La splendide marinière en coton made in France ou le vrai blue-jean américain intégralement français sont donc réservés à ceux qui peuvent se les payer. Les autres sont bien obligés de se contenter d'un pantalon « made in pas trop cher ».

C'est oublier aussi, en prenant toujours l'exemple de la marinière, qu'il ne pousse pas un seul cotonnier sous nos latitudes et que le coton est justement une matière première typique de la mondialisation... depuis près de trois siècles. Et quand bien même le coton de la marinière serait filé, tissé, teint, coupé et assemblé en France, encore faut-il des machines

pour le travailler. On n'en fabrique plus guère en France, si même on en fabrique encore. Et d'où viennent les ordinateurs, l'asphalte des routes, l'énergie nécessaire à tout le processus de production et de vente, le carton des emballages, etc. La plus française des marinières fabriquées en France est, au-delà du boniment politique et commercial, un produit de l'économie mondiale. Cela fait bien longtemps que la production de toutes les marchandises est le résultat de la coopération et du travail des prolétaires du monde entier. Seul le profit et l'État qui le garantit restent made in France.

Paul GALOIS

## Dassault à Corbeil-Essonnes Les méthodes d'un grand bourgeois

La mairie de Corbeil-Essonnes est de nouveau sous les feux de l'actualité. Des enquêtes judiciaires ont été diligentées pour en savoir plus sur les liens probables entre deux tentatives d'homicide commises en début d'année et le système de dons d'argent que Dassault a mis en place depuis bien longtemps pour peser sur les élections municipales.

L'affaire a récemment rebondi, car le meurtrier présumé d'une des deux tentatives d'homicide, Younes Bounouara, dont le nom était tu par la presse jusqu'ici, est connu à Corbeil pour être l'homme de main de Dassault. Par lui, des sommes importantes auraient transité (on parle de 1,7 million d'euros), utilisées pour payer des relais dans les quartiers, visant à voter et faire voter Dassault. Ancien délinquant devenu chef d'entreprise, Bounouara a, en février dernier, tiré par trois fois sur un homme de 32 ans, « parce qu'il se sentait harcelé par un gang de voyous », a-t-il déclaré. Cette version étant peu convaincante, la justice essaie d'établir les rapports qui peuvent exister entre le système de dons d'argent institué par Dassault et le geste de Bounouara.

Au-delà de l'issue judiciaire, cette affaire illustre le climat délétère qu'entretient l'argent de la cinquième fortune de France dans la ville populaire de Corbeil-Essonnes. Assumant l'image

du puissant qui peut tout acheter, Dassault a nourri des pratiques qui ont dégradé les liens de solidarité qui pouvaient exister, au profit du clientélisme et du communautarisme. Conseils municipaux filtrés par une petite milice secondée par les polices nationale et municipale, intimidations et menaces sur les élus de l'opposition, menaces de fermeture d'usines en cas de non-réélection : la mairie Dassault a montré ce que pouvait être le pouvoir imposé par un grand bourgeois milliardaire.

Mais l'originalité de Corbeil-Essonnes réside surtout dans le fait que Dassault a tenu à occuper lui-même la place de maire. Dans la plupart des grandes villes, la bourgeoisie dévolue cette place à un personnel politique formaté. À Corbeil, le bourgeois Dassault s'est mis en personne sur le devant de la scène.

S'opposant au système Dassault, le créneau électoral du PS et du PC, comme celui d'une partie de la droite d'ailleurs, est de souhaiter une gestion « plus propre », en réclamant que « la République n'abandonne pas Corbeil-Essonnes » ! Pour l'heure, la république bourgeoise abandonne si peu Dassault que son Sénat, à majorité de gauche, n'a pas voté la levée de l'immunité parlementaire du milliardaire, ce qui l'aurait exposé un peu plus à la justice.

Correspondant LO

## Un jour à Colombey Embouteillage politicien

L'anniversaire de la mort de De Gaulle, le 9 novembre 1970, a rassemblé au cimetière de Colombey des dirigeants de l'UMP, un ténor du FN, ainsi qu'Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, flanquée d'une élue parisienne du PCF.

Pour tous les politiciens français, de droite comme de gauche, l'hommage au général de Gaulle semble dorénavant obligatoire.

Fillon cherche un appui contre Copé, Hidalgo contre sa concurrente UMP, le FN, héritier de

gens qui ont voulu assassiner de Gaulle, ramasse tout ce qui traîne, et tous se retrouvent à Colombey implorant Charles, ou faisant semblant, pour que leurs vœux soient exaucés.

De Gaulle, fidèle serviteur de la bourgeoisie française, nourrissait un solide mépris pour son personnel politique, du moins pour ceux qu'il accusait de vouloir « aller à la soupe ». Eh bien cela n'a pas changé, même si cette fois-ci le potage est sacrament refroidi.

P. G.

## • Ayrault à Marseille

### Des annonces à la réalité

**En entendant les annonces de Jean-Marc Ayrault venu à Marseille, vendredi 8 novembre dernier, on s'est pris à rêver : trois milliards d'investissements seraient attribués à la future métropole Aix-Marseille.**

Ces milliards devraient permettre aux trains de traverser la gare Saint-Charles. Ils serviraient aussi à prolonger le métro jusqu'à l'hôpital Nord, situé en direction d'Aix-en-Provence. Quant au tramway, il irait jusqu'à L'Estaque, à la limite de Marseille au nord, le long de la mer. De quoi faire rêver en effet, car les transports en commun actuels sont assurés essentiellement par des bus, complétés par deux lignes de métro et deux lignes de tramway, ce qui est très insuffisant pour les quelque 900 000 habitants de Marseille. Les trajets en transports en commun étant deux à trois fois plus longs qu'en voiture, on comprend

pourquoi Marseille vient d'être classée ville la plus embouteillée de France.

Les transports en commun sont tout autant insuffisants pour aller d'une ville du département à une autre, comme pour circuler dans la région au point que ce manque criant de transports pose problème pour aller travailler, trouver un travail, étudier, ou se soigner.

Si le poste transport est l'essentiel du budget promis par Ayrault, d'autres mesures ont été annoncées concernant le port et les quartiers. Mais là, les annonces se sont faites moins ambitieuses. La cité de La Castellane, par exemple, se voit promettre cinq millions

d'euros de rénovation et rien n'est proposé pour les nombreuses autres grandes cités de la ville. La question centrale de l'emploi est tout aussi délaissée, puisque seulement 2 000 emplois d'avenir ont été promis : pas de quoi résorber un chômage qui touche jusqu'à 48 % dans les cités.

Enfin, ces trois milliards sont prévus pour des projets sur quinze ans, et bien de l'eau va couler sous les ponts d'ici là. Ils doivent par ailleurs être assortis de financements des collectivités locales qui sont loin d'être garantis.

Il y aura donc loin des promesses aux actes. Mais qu'importe, les promesses peuvent toujours servir à faciliter la propagande électorale du candidat socialiste. C'était sans doute là l'objectif de cette visite.

Correspondant LO

## • Budget 2014

### T'as pas 15 milliards ?

Le gouvernement est à la recherche de 15 milliards auxquels Bernard Cazeneuve, le ministre du Budget, a rajouté trois de plus, ce qui fait 18 milliards.

Il y aurait certes des économies à faire. Sur le budget du renseignement, qui va augmenter de six milliards en cinq ans, sur les crédits de l'arme nucléaire, qui vont augmenter de 30 % pour la moderniser, alors que les grandes puissances ont déjà de quoi faire sauter la planète plusieurs fois, sur le Rafale, que seul l'État veut bien acheter pour garantir la fortune de Dassault : 26 Rafale supplémentaires d'ici cinq ans, pour un total de trois milliards.

À toutes ces dépenses s'ajoutent le fameux CICE, les 20 milliards de crédit impôt compétitivité, les aides aux patrons censées aider la France à être compétitive pour doper les exportations, mais qui atterrissent pour les trois quarts dans la poche de patrons qui n'exportent pas. Et enfin il y a toutes les aides au patronat censées faire baisser le chômage, mais qui ont pour seul objectif de faire monter les profits.

Oui il est possible de faire des économies... en commençant par réduire les aides au grand patronat. Mais c'est justement ce que le gouvernement socialiste se refuse à faire.

Alain LECAIRE



## • Retraites

### Toujours moins et avec du retard

**Les nouveaux retraités sont de plus en plus nombreux à se plaindre du retard dans le versement de leur pension. Le directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) a expliqué ce retard par une augmentation des dossiers à traiter : en juin, il y aurait eu 205 000 dossiers, contre 130 000 en période normale. Selon lui, 28 000 retraités seraient payés en retard.**

Il reconnaît par ailleurs que « le délai entre la première demande et la notification du versement est passé de 22 à 29 jours ». Mais dans les régions Picardie et Languedoc-Roussillon ce délai est de 45 jours. Dans les caisses de Bordeaux, Toulouse et Marseille, les retards sont aussi monnaie courante.

Ces retards s'expliquent bien sûr par la diminution des effectifs. Du fait du non-remplacement des départs en

retraite (un poste sur trois n'est pas remplacé), la CNAV donne le chiffre de 750 postes à temps plein en moins, soit 5 % des effectifs. Pour faire face à ce surplus de travail, des caisses ont fermé certaines agences au public certains jours et ont demandé aux employés de faire des heures supplémentaires. Mais cela ne suffit pas à résoudre le problème, et ce sont les nouveaux retraités qui en font les frais.

En diminuant le personnel de la CNAV, le gouvernement s'en prend aux retraités. Il s'en prend aussi à eux en ayant reporté de six mois – de janvier à octobre – l'indexation des pensions sur les prix, une mesure qui se traduira par une perte de pouvoir d'achat pour les retraités mais dont le gouvernement attend 600 millions d'économies en 2014 et 1,4 milliard en 2020.

Des retraites diminuées et payées en retard : le gouvernement se comporte comme un bandit de grand chemin envers les millions de retraités qui ont pourtant déjà bien du mal à s'en sortir avec des pensions notoirement insuffisantes.

Cédric DUVAL

## Gel des aides au logement

Le 8 novembre, la majorité de l'Assemblée nationale a accepté que des aides personnelles au logement (APL et ALS) soient gelées durant neuf mois. Elles ne seront pas revalorisées, en fonction des hausses des prix, au 1<sup>er</sup> janvier, mais au 1<sup>er</sup> octobre 2014.

Six millions de familles modestes vont donc voir leurs allocations logement rognées, ce qui est grave puisque 80 %

d'entre elles perçoivent moins que le smic.

Les députés socialistes sont satisfaits : le gouvernement voulait geler cette revalorisation sur toute l'année 2014, mais par amendement ils ont réussi à grignoter un trimestre. Quelle victoire ! Par contre les loyers, eux, pourront être augmentés dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Louis BASTILLE

## • La contribution climat énergie

### Même verte, une taxe de trop

Le mouvement écologiste se targue d'avoir obtenu une avancée. Les députés ont en effet adopté une nouvelle taxe sur les combustibles polluants, carburant, fioul, gaz, charbon. Elle devrait rapporter à l'État 340 millions d'euros en 2014, 2,5 milliards en 2015, puis 4 milliards en 2016.

Si l'on en croit les écologistes, qui défendent ce type de mesure depuis des années, et le gouvernement qui la met en place, le principe en est simple : on taxe les activités polluantes, et avec le produit de la taxe, on aide ceux qui passent à des formes d'activités non polluantes.

Sauf que quelques centimes de plus sur le litre de carburant ne changent rien, ni pour Total qui le vend, ni pour les industriels et les compagnies de transports qui en sont les plus gros consommateurs. De toute façon les capitalistes présentent la note aux consommateurs, obtiennent

des dégrèvements, des allègements etc. En revanche, l'ouvrier contraint de prendre sa voiture pour aller travailler, la famille qui se chauffe au fioul ou au gaz, n'ont pas d'autre solution que de payer.

Une fois la taxe perçue, sa destination reste sujette à caution. Le gouvernement

parle déjà de s'en servir pour abonder le crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), ce cadeau fait aux entreprises en dehors de tout contrôle et dont les plus grosses profitent le plus.

La taxe verte deviendrait-elle un engrais pour profits patronaux ?

Paul GALOIS

## • Pacte d'avenir pour la Bretagne

# Pour satisfaire les patrons

Après la manifestation du 2 novembre à Quimper, le gouvernement s'est empressé de réunir à Rennes les « acteurs politiques, économiques et sociaux ». Il s'agissait de désamorcer le mouvement de colère en discutant d'un Pacte d'avenir pour la Bretagne. Pendant un mois, on va se concerter pour, nous dit-on, endiguer « l'avalanche des plans sociaux ».

Autour de ce tapis vert, les représentants du patronat sont en bonne place, attentifs à obtenir de nouvelles aides. Les politiciens locaux s'y affaireront aussi, pour que de nouvelles enveloppes soient distribuées. Les capitalistes n'ont qu'à tendre la main.

Ils n'ont d'ailleurs pas eu trop à attendre. Dès le vendredi 7 novembre, en rencontrant les uns et les autres, le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a promis un « rebond », tablant sur un nouveau modèle « agroécologique » qui viendrait compenser la fin des aides à l'exportation. Et alors que 15 millions d'euros étaient déjà débloqués en urgence pour les entreprises agroalimentaires, Le Foll a annoncé que, dans le

cadre de la future Politique agricole commune (PAC), il y aurait un doublement de l'enveloppe consacrée à la Bretagne, qui passerait de 175 à 368 millions d'euros. Et, pour l'ensemble de l'économie bretonne, plus d'un milliard d'euros serait débloqué.

Du côté des syndicats, la CGT s'est empressée de prendre part à la discussion de ce pacte. Elle qui, avec la FSU, Solidaires et le Front de gauche, avait organisé le 2 novembre la manifestation de Carhaix pour se démarquer de celle de Quimper et dénoncer la main du patronat et les manœuvres de la droite, a abandonné ses réserves. Tout comme la CFDT, elle affirme vouloir être partie prenante des réunions prévues. L'écotaxe



mise à part, le Pacte d'avenir pour la Bretagne est pourtant de la même eau que ce que préconisent les porte-parole des « bonnets rouges », du maire régionaliste de Carhaix, Christian Troadec, aux représentants de la FDSEA et des petites entreprises. Il n'y a eu que FO pour claquer la porte en disant : « Aujourd'hui, on veut des réponses et pas des réunions qui ne tiennent

pas debout. »

Pour les travailleurs menacés de licenciements, rien ne sortira de bon de ce Pacte d'avenir pour la Bretagne. Le grand patronat empochera tout ce qu'il peut et pourra continuer à agir comme bon lui semble envers les salariés. Le sort des travailleurs ne dépend nullement de ces marchandages. Ils doivent continuer à ne compter que sur

leurs luttes.

Les syndicats devraient appeler, dans les semaines à venir, à des manifestations départementales en Bretagne pour la « sécurisation de l'emploi ». Il faut que les travailleurs s'y fassent entendre, en exigeant l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

Correspondant LO

## • Patrons et salariés

# Des intérêts incompatibles

**Si le gouvernement a partiellement reculé en annonçant la suspension de l'écotaxe, ce n'est pas qu'il jugeait cette taxe injuste. Tout en frappant un peu les grosses sociétés, elle aurait frappé surtout les consommateurs sur lesquels aurait été répercutée l'augmentation. Elle aurait aussi étranglé les petits transporteurs et des artisans de différentes catégories.**

Le gouvernement, qui s'apprêtait donc à exécuter une décision pourtant prise par Sarkozy-Fillon, a reculé. Et c'est seulement après sa reculade et devant l'attaque de la droite, à l'origine de cette taxe, que l'on a appris qu'en cas d'abandon du projet les contribuables auront quand même à payer un milliard à la société Écomouv'.

Le gouvernement a cédé surtout parce qu'il a eu peur que la révolte contre cette écotaxe soit contagieuse, d'autant qu'elle rencontrait d'autres colères, principalement celle des travailleurs menacés de licenciement. Et comme les licenciements, les fermetures d'usines ne sont pas une spécificité bretonne, la contagion est toujours possible.

Le mouvement et la

manifestation de Quimper ont illustré la prétention des patrons d'entreprises du transport, des licenciements de l'agroalimentaire et ceux de la distribution à se poser en défenseurs de l'emploi. Ces gens-là sont pourtant non seulement les ennemis directs des salariés mais aussi de tous ceux, artisans, petits paysans, pêcheurs, qui vivent de leur travail mais sont étranglés par les banques et écrasés par les capitalistes de l'agroalimentaire et de la grande distribution.

Le patronat local a entonné l'air de la défense de la Bretagne délaissée, en brandissant le drapeau breton comme symbole d'une prétendue unité d'intérêts entre toutes les classes sociales. C'est une escroquerie !

Car qui se prépare à

réduire à la misère les travailleurs de l'agroalimentaire si ce n'est les capitalistes du secteur ? Et à la tête de ces groupes se trouvent des familles et des regroupements de riches bourgeois, bien bretons, bien français.

### On n'est pas du même bord

Un des plus importants est le groupe Cecab qui pilote des fermetures, dont celle de l'abattoir GAD. La Cecab est une coopérative, en l'occurrence un regroupement de patrons, devenue une multinationale de l'agroalimentaire. Ses patrons, d'anciens gros cultivateurs bretons, ont construit leur fortune grâce, entre autres, aux aides de Bruxelles. Le groupe, entre autres propriétaire de la marque Daucy, est un des leaders mondiaux des conserves alimentaires. Ces patrons « bretons » sont en train de fermer une de leurs usines en Bourgogne, comme ils

en ont fermé d'autres en Picardie ou en Bretagne. De façon constante, la Cecab achète, prend des participations, ouvre, ferme des usines, s'étend à l'étranger et en particulier en Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, Russie). Tous ces choix se font avec un seul objectif : toujours plus de profits, et qu'importe à ces patrons si cela se fait au détriment des travailleurs et des milliers de petits paysans qu'ils acculent à la ruine, après les avoir pressurés à travers leur contrat dit d'exclusivité.

Parmi les organisateurs de la manifestation de Quimper, il y avait le président du Medef de Bretagne, un proche de Pinault et Bolloré, deux grands capitalistes qui, du fait de leur origine, sont mis en avant comme symboles de la Bretagne.

Il ne faudrait pas non plus oublier la grande distribution, avec la famille des Leclerc qui a appuyé le

rassemblement de Quimper, ainsi qu'Armor Lux, cette entreprise textile « bretonne » qui délocalise la plus grande partie de sa production et... vend à tout-va, avec bénéfice, les bonnets de la fronde anti-taxe.

Les travailleurs de Bretagne, ceux de l'agroalimentaire mais aussi ceux de PSA à Rennes, d'Alcatel et d'autres entreprises, ont comme adversaires ceux que l'on présente aujourd'hui comme leurs alliés. Les appels à l'union de toute la Bretagne ne sont jamais qu'une variante des appels à l'union nationale, qui soumet les travailleurs au patronat, c'est-à-dire à leurs exploiters.

Les travailleurs doivent au contraire avoir leur propre programme, une condition nécessaire pour qu'ils puissent entraîner d'autres catégories sociales, victimes elles aussi du système capitaliste.

Paul SOREL

### • Tilly-Sabco – Guerlesquin (Finistère)

# Les licenciés ne peuvent pas être les sauveurs

À Guerlesquin, commune où est implantée l'usine Tilly-Sabco, une grande banderole a été apposée au fronton de la mairie pour la sauvegarde des emplois.

Le maire a pris l'initiative de mettre en place un comité pour « défendre les salariés ». Il l'a fait d'emblée en collaboration avec les responsables de l'entreprise, c'est-à-dire avec ceux-là mêmes qui menacent d'arrêter la production en janvier si, d'ici là, le gouvernement n'obtient pas le rétablissement des restitutions à l'exportation. Ensemble, ils en appellent au ministre de

l'Agriculture, Stéphane Le Foll. C'était l'objectif qu'ils avaient fixé au blocage de la sous-préfecture de Morlaix.

Lors de cette action, les salariés ont montré leur détermination. Ils ont cependant exprimé une méfiance, plus que légitime, qu'encre une fois on les mène en bateau.

Le directeur de l'usine, le maire, le président de Morlaix communauté, le

sénateur-maire de Lanmeur, tous veulent convaincre le ministre de l'Agriculture de soutenir la filière avicole. Morlaix communauté a décidé d'apporter un soutien financier à l'entreprise. Et les salariés sont invités à s'en remettre à ceux qui prétendent les défendre. Bref, on leur propose l'union sacrée derrière le patron.

Du côté de la gauche, même celle qui se veut critique envers le gouvernement, c'est la complicité. Vendredi,

après que les travailleurs ont suspendu leur grève, une réunion s'est tenue avec le maire, en présence de représentants du PC. C'est à « l'ensemble des partenaires de Tilly-Sabco » que Patrick Le Hyaric, député européen du PC, et Gérard Lahellec, vice-président PC du conseil régional, en charge des transports, ont tenu à apporter leur soutien. Avec de tels discours, il est possible que les patrons de tout ordre soient servis, mais sûrement pas les travailleurs.

Correspondant LO

### • Marine Harvest – Poullaouen (Finistère)

# Les travailleurs continuent la lutte

Qu'ils aient manifesté à Quimper ou à Carhaix, la détermination des salariés de Marine Harvest, entreprise de conditionnement de saumon, ne faiblit pas.

Ils ont maintenu toute la semaine le blocus du site de Poullaouen, entamé lundi 4 novembre. Une assemblée générale est prévue, tous les jours à midi, pour décider de la suite à donner au mouvement. L'idée de bloquer les usines de Landivisiau et Plouénan a été évoquée. Un blocage des trois sites permettrait d'augmenter la pression sur la direction de Marine Harvest alors qu'une nouvelle réunion de négociations devrait avoir lieu le 12 novembre.

Dans un premier temps, la CGT avait expliqué que son objectif était d'obtenir

de meilleures indemnités de licenciement pour les CDI et de meilleurs primes pour les soixante transferts vers Landivisiau. Ensuite, elle a tenu à préciser qu'elle continuait à exiger le maintien du site. Et cela bien que la fermeture prévue de Poullaouen ait été repoussée au 31 décembre 2015 et que les transferts proposés aient été portés à 80, que 17 postes aient été maintenus à Landivisiau et que les indemnités proposées soient supérieures à celles prévues par la convention. Mais les travailleurs n'entendaient pas se contenter de ces reculs. La suppression des 48 postes

était certes reportée d'un an, mais cela laissait une centaine d'intérimaires sur le carreau. Ces intérimaires ne sont pas les derniers dans la lutte et tout le monde entend bien que leur devenir soit pris en compte lors des prochaines discussions.

Depuis le début du blocus, la solidarité avec les salariés en grève s'exprime à travers le comité de soutien, constitué autour de Christian Troadec, le maire de Carhaix. Des commerçants apportent tous les jours de la nourriture. Beaucoup veulent croire à la poursuite de l'activité à Poullaouen. 250 personnes se sont rassemblées mercredi 5 novembre devant Marine Harvest, pour dire « non » à la « mort programmée » de

l'usine. Le soir, le directeur a été pris à partie par des représentants du comité qui l'ont accusé de briser des vies en s'en mettant plein les poches.

Vendredi 7 novembre, les grévistes ont eu la visite des salariés des autres sites de Marine Harvest, Landivisiau, Châteaulin et Plouénan, et ils ont discuté de la suite de leur mouvement.

Les grévistes sont déterminés à ne pas céder, et les rapports sont chaleureux avec tous ceux du comité de soutien qui se déplacent pour les aider. « Ils veulent jouer la montre, nous décourager, mais on ne se laissera pas faire », affirment les grévistes en parlant des patrons et du gouvernement.

Correspondant LO

### • La Barre Thomas – Rennes

# Un camouflet pour la direction

La Barre Thomas, située à Rennes, est une usine de mille salariés qui produit des pièces caoutchouc et plastique pour l'automobile, essentiellement pour PSA.

Ancienne propriété de Citroën, puis de PSA, elle a été cédée à partir des années 2000 à différents groupes. Le dernier en date, Cooper Standard France, possède aussi une usine à Vitré, près de Rennes, une à Lillebonne en Normandie et une autre en Pologne.

Sous prétexte de difficultés financières, Cooper a décidé de fermer en 2015 son usine de Vitré (700 salariés) et de vendre le terrain de la Barre Thomas. Il deviendrait alors

locataire d'une nouvelle usine à Domagné, près de Vitré, où seraient regroupés les salariés actuels de Vitré et une partie de ceux de Rennes. L'autre partie resterait sur le site de Rennes, dans des bâtiments aussi en location.

Au passage, Cooper toucherait 3 millions d'euros de l'État et 3,2 millions de subventions européennes. Dans cette opération, le groupe va supprimer au moins cent emplois et voudrait mettre en place un plan de

compétitivité, synonyme de dégradation des conditions de travail des salariés.

Des syndicats de la Barre Thomas, avec l'accord de la direction, ont alors décidé d'organiser un référendum le 22 octobre dernier pour demander l'avis des salariés sur ce projet concernant l'avenir de l'usine. Les jours précédant le vote, la direction et ses soutiens ont circulé dans les bureaux et les ateliers pour dire qu'il fallait voter pour, sinon cela serait la fermeture pure et simple et la délocalisation en Pologne. Mauvais calcul car, malgré les pressions et les incitations à bien voter,

c'est le contre qui l'a emporté avec 53 %. Chez les ouvriers, le contre est même monté à 66 % !

C'est donc un désaveu pour la direction, qui espérait à travers ce référendum être confortée dans ses décisions. Depuis, elle fait comme si le vote n'avait jamais eu lieu et confirme ses projets pour 2015. Elle déclare la main sur le cœur, relayée à l'unisson par le maire socialiste de Rennes et le maire de droite de Vitré, qu'elle « sauve » l'emploi en Bretagne en... évitant la délocalisation en Pologne !

Correspondant LO

### • Alstom 1 300 emplois supprimés

Patrick Kron, le PDG d'Alstom, vient d'annoncer au moins 1 300 suppressions d'emplois en Europe, dans le cadre d'économies qu'il appelle un plan d'action, qui d'après lui serait justifié par une faible croissance. Ces réductions d'effectifs concerneraient le secteur des centrales électriques ainsi que les services administratifs et informatiques.

Les suppressions d'emplois ont déjà commencé depuis longtemps dans des usines comme celle de Belfort. Des intérimaires ont été renvoyés, des départs ont eu lieu via le plan Amiante, plusieurs centaines rien qu'à Belfort depuis des années, qui n'ont jamais été remplacés.

Quelques heures après cette annonce, à la sortie du Conseil des ministres, tout fier, Arnaud Montebourg déclarait : « Il n'y aura pas d'impact en France. » Mais le même jour le PDG d'Alstom confirmait que « quelques dizaines de postes seront supprimés chez Alstom en France ». Il a ajouté : « Ça ne sert à rien de maintenir artificiellement des emplois ou des activités. Il y aura une composante française des suppressions de postes, notamment sur les services informatiques. »

Cela n'a pas empêché le valet-ministre de remercier Alstom d'avoir « épargné la France » dans son plan de restructuration, en ne supprimant qu'une centaine de postes dans le pays sur les 1 300 annoncés.

Alstom, qui emploie 93 000 personnes dans le monde, dont 18 000 en France, veut obtenir quelque 1,5 milliard d'euros de baisse des coûts par an d'ici 2016, autant dire voler aux travailleurs 1,5 milliard. Pourtant les résultats, publiés le même jour, sont bons, avec un bénéfice net de 375 millions pour les six premiers mois de l'année fiscale. Et comme le cynisme patronal n'a pas de limites, l'entreprise a confirmé ses objectifs de marge et de croissance.

Les spéculateurs, actionnaires et autres bourgeois ont salué à leur manière cet ensemble de bonnes nouvelles, puisque l'action a grimpé de près de 6 %.

Il n'y a que la colère ouvrière qu'ils n'auront pas volée.

Correspondant LO

• **Turquie**  
Grève victorieuse chez Leroy Merlin

Cet article est traduit de journal *Sinif Mücadelesi* de nos camarades de l'UCI - Turquie

Une grève a touché en octobre les centres commerciaux Leroy Merlin d'Ankara et de Bursa, où 400 salariés travaillent pour ce patron français installé en Turquie. Par la voix de leur syndicat Sosyal-Is, relié à la confédération syndicale Disk, ils ont exigé la compensation sur leurs salaires de la perte de 15% de pouvoir d'achat due à l'inflation.

La grève a débuté le 3 octobre, mais elle avait été décidée dès avril, après les négociations sur la convention collective qui avaient débouché sur de nombreux désaccords. Le syndicat demandait 7% d'augmentation de salaire pour la première année, ainsi qu'une prime représentant vingt jours de travail, soit 100 livres turques (environ 45 euros) d'aide pour les deux fêtes annuelles, qui serait venue s'ajouter aux primes de transport et de nourriture déjà acquises, et 200 livres (environ 90 euros) d'aide famille et chauffage. Le patron, lui, ne proposait que 4,5% d'augmentation.

Bien décidés à aller jusqu'au bout, les grévistes ont participé à toutes les décisions prises aux différents stades de la grève. Ils ont reçu de nombreux soutiens, notamment celui de familles venues faire leurs courses dans le centre commercial, menaçant de boycotter Leroy Merlin.

Tant et si bien que le patron a dû céder après seize jours de grève. L'accord prévoit 6% d'augmentation la première année, puis une augmentation basée sur l'inflation les deux années suivantes. Une aide sociale de 500 livres (environ 200 euros) s'y ajoute. Un « conseil de travail » devra être consulté en cas de sanctions disciplinaires pouvant déboucher sur un licenciement. Les conditions de travail et les droits des salariés devraient de surcroît être mieux garantis.

Un succès pour la première grève de ces salariés de centres commerciaux.

• **Philippines**

**La population victime du typhon et de l'incurie capitaliste**

**Le typhon Haiyan a ravagé les Philippines, lors de son passage vendredi 8 novembre. Sur l'île de Leyte, la ville de Tacloban a été quasiment rasée. Il y aurait plus de dix mille morts. Près de 10 millions de Philippines, soit un dixième de la population, ont été touchés et 660 000 ont perdu leur maison.**

Si cette catastrophe a d'abord des causes naturelles, ses effets sont démultipliés par des causes sociales. Les destructions sont en partie imputables à la mauvaise qualité des matériaux et des constructions. Longtemps pillées par l'Espagne puis par les États-Unis, les Philippines sont un pays pauvre.

Les médias se sont félicités de la mobilisation de la communauté internationale. En réalité, l'aide apportée par les pays riches est faible, non seulement par rapport aux besoins, mais aussi par rapport à leurs propres moyens. L'ONU a débloqué 25 millions de dollars, l'Union européenne 3 millions d'euros,

la Grande-Bretagne 7,2 millions et le Canada 3,7 millions. Quant aux États-Unis, ils ont dépêché sur place 90 marines et ils ont envoyé un porte-avions. Ces gestes sont aussi hypocrites qu'ils sont dérisoires. À titre de comparaison, le budget annuel de la seule Union européenne se monte à quelque 140 milliards d'euros.

Comme souvent dans ces circonstances, c'est vers les particuliers que se tournent par défaut les organisations humanitaires, et vers les médias qui

multiplient les appels aux dons. Comment mieux souligner que l'aide aux victimes du typhon Haiyan n'est pas une priorité des gouvernements des pays riches?

Leur incurie est à l'image de toute la société capitaliste, capable de mobiliser des sommes colossales pour la spéculation financière, pour les armées ou pour l'industrie du luxe, mais incapable de secourir correctement les sinistrés d'une catastrophe naturelle.

Michel BONDELET

• **Portugal**

**Les fonctionnaires contre l'austérité**

**Vendredi 8 novembre, une grève générale des fonctionnaires a paralysé une partie du pays. Une fois n'est pas coutume, elle était appelée par les fédérations syndicales de la fonction publique aussi bien de la CGTP, proche du PC portugais, que de l'UGT, dont les dirigeants sont pour la plupart apparentés au Parti socialiste et parfois à la droite. Les grévistes protestaient contre les nouvelles mesures d'austérité que le projet de budget 2014 prévoit contre eux.**

Le 15 octobre le gouvernement a en effet annoncé son plan : faire passer à 40 heures l'horaire hebdomadaire de tous les fonctionnaires, qu'ils relèvent de l'État, des collectivités locales ou de la santé; maintenir en 2014 la contribution extraordinaire de solidarité qui ampute de 10% leurs pensions de retraite; et réduire (provisoirement, dit-il) de 2,5 à 12% les salaires supérieurs à 600 euros brut

mensuel – ce qui montre le niveau des salaires portugais.

La grève semble avoir été la mieux suivie de ces dernières années, du fait sans doute de l'unité syndicale. Écoles, hôpitaux et tribunaux étaient à peu près totalement fermés dans tout le pays, ainsi que nombre de centres des impôts, de mairies et de services municipaux. Le plus visible a été la grève des éboueurs de Lisbonne, qui a laissé la

ville encombrée de monceaux d'ordures. Les dirigeants syndicaux parlent d'un fort pourcentage de grévistes : entre 70 et 100% chez les infirmiers hospitaliers, les enseignants, les greffiers des tribunaux. Sur les grilles des hôpitaux des banderoles proclamaient : « Contre le démantèlement de l'État », « Des droits durement acquis ne peuvent être volés ».

Ce mouvement n'est pas isolé. Depuis le lundi 3 novembre, les travailleurs des transports publics ont fait grève à tour de rôle : cheministes de fer, bus urbains et interurbains, métros, navettes fluviales sur le Tage. Mardi 12, l'Association nationale des sous-officiers appelait les militaires à se rassembler

à Lisbonne pour protester contre la faiblesse de leurs soldes et de leurs retraites. Le 21, le métro devrait prendre la suite, et le 25 le syndicat de la magistrature. Les actions ne cessent pas, mais dispersées et touchant rarement le secteur privé.

Les travailleurs du secteur public et parapublic ont certes été les plus mobilisés contre les plans d'austérité successifs, qui ont supprimé 173 000 postes de fonctionnaires depuis 2005, dont 28 000 ces douze derniers mois. Mais tous les travailleurs sont frappés, et c'est tous ensemble, privé et public, qu'ils ont la force de faire plier la bourgeoisie et l'État à son service.

Vincent GELAS

• **Espagne**

**Les travailleurs du nettoyage des rues et jardins en grève illimitée**

**Dans les rues et les jardins de Madrid, les poubelles, les débris s'amoncellent depuis le 5 novembre. Le personnel chargé du nettoyage de ces lieux publics a répondu massivement à l'appel à la grève illimitée lancé par les syndicats pour faire annuler les plans de licenciements et les baisses de salaire annoncés.**

Les dirigeants des cinq entreprises de ce secteur, qui emploient quelque 6 000 salariés, avaient récemment annoncé 1 400 licenciements et une réduction de salaire de 40% pour ceux qui resteraient en place, y compris ceux qui ont les plus bas salaires, de 1 000 ou 700 euros.

La mise en place de ce plan, dont les procédures étaient déjà précisées dans trois des cinq

entreprises, devait être rapide. Il était évident que ce plan avait été conçu en accord avec la municipalité de Madrid, tenue par le Parti populaire. Pour réduire les dépenses consacrées à ce service, les tarifs des contrats passés avec les sociétés de nettoyage avaient été revus à la baisse; une baisse que les sociétés concessionnaires avaient répercutée préventivement sur les salaires

des employés.

Devant l'ampleur du mécontentement et après bien des tergiversations, les syndicats ont appelé à la grève illimitée à partir du 5 novembre, réclamant le retrait de toutes les mesures.

Très largement suivie, et soutenue par une bonne partie de la population malgré la gêne qu'elle entraîne, la grève dure. Les menaces de sanction contre les grévistes, les interventions musclées de la police contre les piquets de grève, ne découragent pas les travailleurs. Les sociétés concessionnaires ont proposé de réduire à 625 le nombre de

licenciements, et d'augmenter un peu l'indemnisation des licenciés. Mais cette proposition a été repoussée par les travailleurs et les syndicats. Jusqu'à présent, les grévistes sont restés déterminés et conscients qu'une épreuve de force les attend, car le délai dit de négociation sera atteint le 17 novembre, date à partir de laquelle les sociétés seront autorisées à appliquer leur projet. Une réforme qui peut néanmoins continuer d'être contestée non seulement par la justice, mais surtout par les grèves.

Henriette MAUTHEY

• **États-Unis**

**Un nouveau maire à New York Pour quelle politique?**

**Après avoir eu un maire républicain ces douze dernières années, les électeurs de la ville de New York ont élu un nouveau maire le 5 novembre, Bill de Blasio, un démocrate.**

Ce dernier a fait campagne en dénonçant les inégalités criantes qui touchent la grande métropole de la côte est des États-Unis. New York est la ville qui compte le plus de milliardaires au monde : 70 en 2012 selon l'hebdomadaire *The Economist*. Les 1% les plus riches de la ville, qui avaient déjà 12% des revenus de la population il y a trente ans, s'en adjugent à présent 39%, alors que presque la moitié des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté ou à peine au-dessus.

Par contraste avec son prédécesseur, le milliardaire

Bloomberg, fondateur de l'agence d'information financière du même nom, de Blasio est présenté par la presse comme un maire de gauche. Il est vrai qu'il a abondamment critiqué la police qui pratique les contrôles d'identité au faciès et fouille dans la rue ceux qu'elle considère comme suspects, c'est-à-dire des Noirs et des Hispaniques à 90%. Blanc marié à une Noire, il a ainsi pu toucher une partie de cet électeur. Par ailleurs de Blasio, dont les parents avaient eu à subir une enquête pour sympathies communistes à l'époque du maccarthysme, a milité dans sa jeunesse contre la politique de l'impérialisme américain au Nicaragua, à l'époque où ce pays était dirigé par un gouvernement sandiniste. Depuis, il est devenu un politicien parmi d'autres, disant

s'inspirer de la social-démocratie européenne et menant notamment les campagnes électorales new-yorkaises des Clinton, mari et femme.

De Blasio a promis de construire 200 000 logements sociaux et d'ouvrir des places de crèche. Pour le financement, dans une ville dont le budget est déficitaire de 2 milliards de dollars, il a avancé l'idée de taxer les plus riches, ce qui a certainement plu à des électeurs des classes populaires et même à une partie de la petite bourgeoisie. Et c'est ainsi que de Blasio a remporté trois fois plus de voix que son adversaire.

En réalité, le maire de la ville de New York n'a pas le pouvoir de décider seul. En la circonstance, il lui faut s'entendre avec le gouverneur de l'État de New

York, un démocrate également, mais qui refuse d'augmenter les impôts des plus fortunés. On peut donc douter que toutes les promesses électorales soient tenues. D'ailleurs, du côté de Wall Street, on ne semble pas avoir de crainte quant à la politique que pourra mener de Blasio. En témoigne le fait que certains dirigeants de fonds spéculatifs ont financé sa campagne, lui donnant sur ce terrain aussi un avantage sur son concurrent.

La population new-yorkaise a probablement bien moins d'illusions en de Blasio qu'une partie de la presse. Il a obtenu 752 000 voix dans une ville qui compte... 8,3 millions d'habitants.

Les 300 000 travailleurs municipaux sauront vite à quoi s'en tenir quant aux choix de ce nouveau maire, car leurs contrats de travail collectifs ont expiré et ils doivent être renégociés. Leurs syndicats revendiquent des augmentations de salaire, avec effet rétroactif. Ils devront certainement plus compter sur la mobilisation des travailleurs que sur la bonne volonté de de Blasio, dont un financier a dit à la presse qu'*il est pragmatique et sait que le secteur [de la finance de Wall Street] est essentiel à l'économie*. Voilà un regard qui semble lucide sur de Blasio et sa politique.

Lucien DÉTROIT



• **République démocratique du Congo**

**Les dessous d'une guerre sans fin**

**La rébellion du M.23, vaincue par l'armée de la République démocratique du Congo et les troupes de l'ONU, vient d'annoncer qu'elle suspend les combats. Les habitants de la région du Kivu, dans l'est du pays, connaîtront-ils enfin la paix? Malheureusement, depuis vingt ans, chaque cessez-le-feu n'a été qu'un bref intermède dans une guerre sanglante pour le contrôle des matières premières.**

Le Congo a été qualifié de scandale géologique pour ses richesses minérales. Celles-ci abondent particulièrement dans la région du Kivu, où le sous-sol regorge de minerais d'étain, de tantale, de tungstène et beaucoup d'autres encore. Dans cette région il n'y a pas de grandes exploitations minières, mais les collines sont truffées de mines où des creuseurs récoltent ces richesses. Le M.23 était jusqu'à

sa défaite le plus important des groupes armés contrôlant ces puits. Une fois extrait, le minerai d'étain, par exemple, est acheminé par porteurs à travers la jungle jusqu'aux premiers villages et chargé dans des véhicules. Il quitte alors le pays pour le Rwanda voisin d'où les camions de Bolloré l'acheminent d'une seule traite vers le port de Dar es Salam en Tanzanie. Le M.23 tire sa lointaine

origine des milices créées en 1994 par les populations tutsies du Kivu pour se défendre contre les attaques des auteurs du génocide rwandais. Ces milices tutsies prirent part, au côté de l'armée rwandaise, aux guerres qui ravagèrent l'ensemble du pays de 1998 à 2003, et se prolongèrent au Kivu jusqu'en 2009. Comme les multiples bandes armées constituées au Kivu sur des bases ethniques, elles devinrent rapidement de simples groupes prédateurs, terrorisant les populations de toutes origines. Intégrées à l'armée de la République démocratique du Congo lors du traité de paix signé le 23 mars 2009, elles se mutinèrent en avril 2012 contre

le gouvernement et formèrent alors le M.23. Dans la guerre qui s'ensuivit, le M.23 comme l'armée congolaise se sont illustrés par des massacres, des viols, des pillages, terrorisant la population civile qui fuyait à leur approche. La victoire de l'armée de la République démocratique du Congo tient avant tout au choix qu'a fait l'impérialisme américain de se ranger dans son camp. Ce sont les dirigeants américains qui ont forcé le Rwanda à arrêter ses livraisons d'armes au M.23. Ce sont eux aussi qui ont orchestré la création d'une brigade d'intervention des Nations unies, lourdement armée et composée de

**Gâchis militaire**

La marine américaine vient de baptiser un nouveau porte-avions géant. En fait de géant, l'*USS Gerald Ford* l'est surtout par son coût faramineux. Jusqu'ici il a coûté aux finances publiques 12,8 milliards de dollars. Soit un surcoût de 2 milliards par rapport au devis initial, qui peut encore augmenter d'ici son lancement en 2016. À cela s'ajoutent les frais de recherche et développement qui se montent à 4,7 autres milliards.

Les industriels de l'armement n'ont pas à s'en faire : leurs besoins passent bien avant ceux de la population. D'autant plus qu'un destroyer à 3,5 milliards de dollars vient d'entrer en service et que trois autres porte-avions géants doivent être construits pour 43 milliards.

L'ancien président américain Gerald Ford, dont le nom a été donné à ce porte-avions, avait la réputation de ne pas pouvoir faire deux choses à la fois : marcher et mâcher du chewing-gum. Le *Gerald Ford* peut, lui, à la fois combler les marchands de canons et ruiner les finances publiques. Ce qui est somme toute assez facile à faire.

L.D.



## • La note de la France est abaissée

# Celle des travailleurs est salée

Les réactions des politiciens à la baisse de la note de la France dans la baromètre de l'agence Standard and Poor's a été conforme à leur rôle.

La droite a poussé de hauts cris sur la catastrophe que représenterait la politique de Hollande, sans pouvoir, et pour cause, préciser en quoi elle était différente de celle qu'avait menée Sarkozy.

Les membres du gouvernement, Ayrault en tête, ont affirmé que l'agence n'avait pas pris

en compte toutes les réformes, que certaines n'avaient pas encore donné tout leur effet et que, de toute façon, la note restait excellente. Hollande, quant à lui, a sobrement affirmé que le cap serait tenu.

La surprise est venue d'où on ne l'attendait pas. Des commentateurs proches des

milieux patronaux ont affirmé en substance dans le journal *La Tribune* que Standard and Poor's était mal informée. En effet, écrivent-ils, l'agence de notation pointe la trop grande rigidité du marché du travail, alors que le gouvernement l'a justement rendu plus flexible par l'accord du 11 janvier 2013. Et de poursuivre en affirmant que Standard and Poor's ne tient pas compte du fait que

désormais, et grâce au gouvernement, les accords d'entreprise peuvent baisser les rémunérations et revoir la durée du travail. Enfin, cerise sur le gâteau pour les patrons, les plans de licenciements sont désormais sécurisés par l'administration.

Tout ce beau monde est bien d'accord sur le fond : il s'agit de rançonner tant et plus les travailleurs pour assurer les profits des groupes capitalistes.

Le gouvernement s'y emploie et les commentateurs « objectifs » du patronat trouvent que Standard and Poor's a mauvaise grâce de ne pas le reconnaître. À moins que l'agence de notation ait tout simplement voulu indiquer la voie à suivre par le gouvernement, voie dans laquelle il s'est déjà fortement engagé.

Paul GALOIS

## • La BCE baisse ses taux

# Pour le plus grand profit des banques



Jeudi 7 novembre, la Banque centrale européenne, « répondant aux appels des marchés financiers et de responsables politiques » selon la presse, annonçait que son principal taux directeur était abaissé de 0,50 % à 0,25 %. C'est le taux d'intérêt que doivent payer les banques qui se refinancent à court terme auprès de la BCE.

Officiellement, cette mesure serait justifiée par le ralentissement brutal de l'inflation en octobre dans la zone euro, passée de 1,1 % à 0,7 % par an, et par la révision à la baisse, par la Commission européenne, des perspectives de croissance économique de la zone euro.

La mesure est censée inciter les banques à répercuter cette diminution de taux d'intérêt sur leurs prêts aux entreprises et aux ménages, donc à inciter

les unes à investir et les autres à consommer, et à favoriser ainsi la reprise promise de l'activité économique.

Les baisses antérieures du taux directeur de la BCE – passé en plusieurs étapes (14 exactement) de 3,75 % en 2008 à 0,50 % en mai dernier – n'ont incité ni les banques à desserrer le robinet du crédit, ni les entreprises à investir. Et elles n'ont pas empêché l'économie de la zone euro de s'enfoncer dans la récession et

le chômage d'exploser.

En fait, la nouvelle baisse est un nouveau cadeau sans contrepartie et sans condition aux banques et donc aux marchés financiers. Elle n'aura pas d'autre résultat que les baisses de taux de la BCE qui l'ont précédée : alimenter la spéculation, augmenter les profits des banques, les dividendes de leurs actionnaires et les salaires extravagants de leurs patrons.

Un cadeau aux banquiers n'arrivant jamais seul, le président de la BCE a aussi annoncé par la même occasion qu'il avait décidé de prolonger les « allocations de liquidités » illimitées – ces perfusions pour banquiers

en manque d'argent – sous la forme de prêts à taux (très) bas à une semaine, un mois et trois mois. Prévue initialement pour prendre fin en juillet 2014, ces facilités de financement seront donc prolongées « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 7 juillet 2015 ».

On comprend que « la Bourse, à Francfort comme à Paris, a réagi avec enthousiasme à la décision de la BCE », comme le rapporte la presse. Pour les populations européennes, en revanche, cela n'augure évidemment rien de bon. Car cela veut dire que la crise est bien loin d'être finie.

Jean-Jacques LAMY

## • Société générale

# La crise mais quelle crise ?

La Société générale a annoncé le 7 novembre ses résultats du troisième trimestre, soit près de trois milliards d'euros pour les neuf premiers mois de l'année 2013.

Dans la presse et sur les ondes, le PDG s'est félicité que la banque ait pu enregistrer un résultat net multiplié par six en un an, et que les objectifs

fixés aux banques pour 2015 par l'Union européenne, suite à la crise des subprimes, soient presque atteints. Vis-à-vis du personnel, il est resté plus discret. Et pour cause, puisque le même jour était rendu public un nouveau plan « social » supprimant encore 400 postes dans une filiale, la SGSS (Société générale securities services).

Ces 400 suppressions viennent s'ajouter aux 1 450 déjà effectuées ces deux dernières années.

Depuis des mois, la direction explique qu'en ces temps difficiles la transformation de la banque est obligatoire. Cela justifie à ses yeux les suppressions de centaines de postes, toutes les réorganisations, les

transferts et fusions d'activités, les fermetures d'agences. Elle explique que c'est là un mal nécessaire, tout comme elle juge nécessaire l'absence d'augmentation collective des salaires.

La direction est néanmoins parvenue à trouver de l'argent pour rémunérer les actionnaires, ouvrir une nouvelle salle de marchés

dernier cri – c'est l'immeuble le plus cher de la Défense – et octroyer au PDG Frédéric Oudéa une rémunération de 2,2 millions d'euros en 2012, avec une part variable qui a augmenté de 75 %.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Correspondant LO

## • Crédit lyonnais

# Ils spéculent, nous payons

Le gouvernement va emprunter 4,5 milliards d'euros pour anticiper le solde de la dette du Crédit lyonnais. Celle-ci devait être réglée au plus tard fin 2014, mais les taux d'intérêts actuels, historiquement bas, créent « des conditions favorables pour mettre cette histoire derrière nous », explique Moscovici, le ministre de l'Économie, qui ajoute sans rire : « Quand je m'occupe du Crédit lyonnais, je pense avant tout au contribuable. »

Effectivement, pour sauver

la mise aux banquiers, si ce n'est à des affairistes comme Bernard Tapie, l'État a pensé aux contribuables. Le naufrage du Crédit lyonnais leur a coûté la bagatelle de 14,7 milliards. Il a également été supporté par les salariés de la banque, avec des milliers de suppressions d'emplois.

« Qui paie ses dettes s'enrichit ». Ce dicton convient fort bien à la bourgeoisie, qui paie ses dettes avec l'argent des travailleurs.

Nadia CANTALE

## Au sommaire de Lutte de classe n° 155 (novembre 2013)

- **Europe**  
Immigration : les murs de la honte de l'Europe capitaliste
- **France**  
Emprunts toxiques : comment les banques ont sciemment ruiné les collectivités
- **«Départements d'outre-mer»**  
Il y a 60 ans, la grève des fonctionnaires
- **Italie**  
Fiat, un groupe capitaliste à l'avant-garde... du combat contre la classe ouvrière

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro



## • Aide médicale d'État

# Les réactionnaires en campagne

À l'occasion de la parution d'un rapport rédigé par la droite parisienne sur la croissance des dépenses consacrées à l'aide médicale d'État (AME), l'UMP se lance dans une nouvelle campagne à relents xénophobes.

Cette aide avait été mise en place en 1999, pour permettre à ceux qui n'avaient même pas accès à la CMU d'avoir une réelle couverture maladie. Elle bénéficie essentiellement aux étrangers sans papiers venus de pays hors Union européenne, et dorénavant à de nombreux travailleurs venus d'Espagne ou d'Italie chercher un peu de travail de ce côté-ci de la frontière. Sans supprimer l'AME, Sarkozy avait instauré en 2011 une franchise de 30 euros, annulée par l'actuel gouvernement. À

cette somme s'ajoutaient des démarches administratives longues et compliquées. Mais depuis un an la droite a repris à son compte une des vieilles revendications du Front national : la suppression de l'AME, en tout cas sa réduction aux situations d'urgence. Aux dires du rapport, l'AME concernait au premier trimestre 2013 plus de 305 000 bénéficiaires, dont plus de la moitié en Île-de-France.

Derrière les discours de soi-disant bon gestionnaire

des deniers publics, la droite laisse entendre que les étrangers abuseraient des soins, et seraient ainsi responsables du « trou de la Sécu ». C'est d'autant plus scandaleux que les organisations humanitaires comme Médecins du monde voient aujourd'hui affluer dans leurs centres situés sur le territoire national de plus en plus de familles pauvres qui ne parviennent plus à se faire soigner : des hommes avec des pathologies aggravées faute d'avoir été prises en charge à temps, des enfants non vaccinés, des femmes enceintes vivant à la rue.

Une fois de plus, les

réactionnaires de tout poil accusent les plus pauvres, et parmi eux les étrangers, d'être responsables de toutes les difficultés actuelles. Tout en défendant le droit universel à être soigné, Marisol Touraine, la ministre socialiste en charge de la Santé, donne quelque crédit à de tels discours en parlant de renforcer les contrôles. Et ce n'est pas seulement par souci d'économies que ces députés veulent priver une partie de la population des soins de base, mais pour grappiller quelques voix dans les milieux réactionnaires. Autant dire que, pour ces gens-là, la vie ne vaut rien.

Gilles BOTI

## • Droit à l'avortement

# Le retour en arrière

**« Un million de femmes se font avorter en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. (...) Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. »**

C'était en 1971, le Manifeste des 343. Quatre ans plus tard, grâce au combat des femmes, le droit à l'avortement était, enfin, inscrit dans la loi.

Mais aujourd'hui, quarante ans plus tard, et c'est le très officiel « Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes » qui l'affirme dans un rapport remis au gouvernement, le recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) reste pour bien

des femmes « un véritable parcours de la combattante ».

Le rapport passe en revue les dysfonctionnements qui aboutissent dans certains cas à faire d'une IVG un chemin semé d'obstacles. Il accuse le manque d'information ou les difficultés d'accès à cette information, qui font par exemple que l'IVG médicamenteuse reste peu pratiquée. Il incrimine la clause de conscience invoquée par

certains médecins ou gynécologues pour refuser de pratiquer des avortements. Et puis, aussi et surtout, il dénonce le manque de moyens et de personnels, et notamment la fermeture entre 2000 et 2011 de 130 établissements de santé pratiquant des IVG !

En conséquence, des femmes connaissent l'angoisse de ne pas pouvoir être prises en charge à temps. Certaines sont même contraintes, après avoir dépassé les délais légaux et si elles en ont les moyens, d'aller avorter à l'étranger. Comme autrefois, avant la loi. Parce que, pendant ces quarante ans, tous les gouvernements qui se sont succédé

n'ont eu de cesse de faire des économies sur les budgets de la santé et de fermer des structures de santé, au prétexte qu'elles n'étaient pas rentables. Et cela au mépris des droits des femmes, qui ne les intéressent que les jours de discours ou d'inaugurations.

Remis à la ministre des Droits des femmes Najat Valaud-Belkacem, le présent rapport affirme : « En faisant état des insuffisances du service public en matière d'IVG (...) les rapports se suivent mais les obstacles demeurent. » Certes, et il pourrait bien en être de même une fois encore.

Sophie GARGAN

## • Prothèses auditives

# Un coût prohibitif

En France, seul un cinquième des six millions de malentendants sont équipés d'une prothèse auditive, car elles sont hors de prix pour beaucoup. La Sécurité sociale ne rembourse que 119 euros par prothèse et, si on a une mutuelle, on est remboursé en moyenne de 350 euros de plus. Mais le coût par oreille pour le patient monte très souvent à 1 500 et jusqu'à 3 000 euros. Comme l'explique un professeur d'ORL des Hospices civils de Lyon : « Comment une femme seule avec 800 euros de pension pourrait-elle se payer deux prothèses de 3 000 euros ? » Beaucoup de personnes se sont rabattues sur des amplificateurs de son, bien moins efficaces que les prothèses, mais bien moins chers, au grand



dam des audioprothésistes qui mènent une guerre sans merci aux fabricants d'amplificateurs.

Ce sont les distributeurs, c'est-à-dire les audioprothésistes, qui, selon une enquête du *Parisien*, imposent ce coût prohibitif. Les prothèses sont fabriquées en Asie pour un coût

moyen de 450 euros pièce, voire beaucoup moins, puisqu'un contrat d'assurance estime leur valeur en cas de perte ou destruction à 100 euros seulement. Il faut dire que les matières premières utilisées pour cette fabrication ne représentent que 50 euros en moyenne. Mais,

une fois importées, les audioprothésistes en multiplient le prix de vente sous prétexte d'offrir un service en plus de l'appareil, et cela dans la plus complète opacité, dont le gouvernement et la Sécurité sociale acceptent d'être complices.

Lucien DÉTROIT

## • Pour la relaxe des Cinq de Roanne

# Succès du rassemblement CGT

Environ 10 000 participants se sont retrouvés, sous la pluie, mardi 5 novembre à Roanne, pour accompagner leurs cinq camarades convoqués devant le tribunal de grande instance de cette ville. À l'appel de la CGT, ils sont venus de tout le pays, et en nombre de la région.

La saga judiciaire a commencé en septembre 2010. Dans le cadre d'une manifestation contre le projet Sarkozy sur les retraites, un tag « Casse-toi, pov'con » avait alors été peint sur le mur de la sous-préfecture. Cinq militants CGT interpellés ont été condamnés, en première instance, à 2 000 euros d'amende et inscription au casier judiciaire. La mobilisation aboutit à une manifestation de plus d'un millier de personnes, le 15 octobre 2012, devant la cour d'appel de Lyon qui les reconnut coupables de dégradation légère d'un bien public, mais les dispensa de peine. Le 22 mai 2013, les cinq étaient convoqués au commissariat de police de Roanne pour relevé d'ADN. Ils refusèrent d'être traités comme des criminels et furent interpellés à leur domicile le lendemain matin. Suivra leur convocation pour ce 5 novembre.

Après diverses interventions dénonçant de multiples atteintes aux droits des travailleurs de se défendre, Thierry Lepaon, secrétaire de la CGT, prit la parole pour conclure et affirmer sa solidarité. Rappelant que « la répression à l'entreprise prend de multiples facettes », il insista pour réclamer du gouvernement Hollande-Ayrault une loi d'amnistie sociale : « Refuser une loi d'amnistie sociale, c'est donc accepter la politique précédente, renier les thèmes de campagne et alimenter l'idée "ça ne valait pas la peine de voter". »

La plupart des présents, le plus souvent des militants, étaient contents qu'il y ait eu du monde pour soutenir leurs camarades roannais. Car il est scandaleux de traiter des militants syndicaux comme des délinquants sexuels. S'en prendre ainsi aux syndicalistes, c'est s'en prendre aux droits de tous les salariés. Le procureur a réclamé une peine d'un an de prison avec sursis. Le jugement sera rendu le 17 décembre. Affaire à suivre

Correspondant LO

## • Île de La Réunion

### L'illettrisme augmente, pas les moyens pour le combattre

À La Réunion, sur une population de 850 000 habitants, 116 000 personnes sont illettrées, c'est-à-dire n'ont pas acquis ou ont perdu la maîtrise de la lecture, de l'écriture ou du calcul, bien qu'elles aient bénéficié d'apprentissages. Le taux d'illettrisme dans l'île est de 22,6% alors qu'il est de 9% en France. Parmi les illettrés 14% sont des jeunes. Plus de 3 000 jeunes ne savent ni lire ni écrire, alors que beaucoup d'entre eux sont scolarisés.

Toutes les campagnes de sensibilisation et tous les plans mis en place par l'État, la région ou le département pour paraît-il lutter contre l'illettrisme, considéré comme un fléau, n'ont pas permis de le faire reculer. En 2010, Luc Chatel, alors ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Fillon, s'était donné comme objectif de réduire le nombre d'illettrés de moitié sur cinq ans. Eh bien, trois ans plus tard la situation n'a pas évolué d'un iota!

La raison en est simple: face à l'ampleur du problème, l'État et les collectivités locales ne mettent pas les moyens nécessaires, voire les diminuent. C'est le cas pour le conseil régional, qui vient de réduire sa contribution financière au fonctionnement des «cases à lire», avec pour conséquence le non-renouvellement de douze contrats de formateurs.

Ces cases à lire, qui existent depuis juin 2011, sont aujourd'hui au nombre de 33 et sont toutes animées par des associations de quartier subventionnées par la région. Bien qu'insuffisantes, elles permettent à des personnes d'apprendre les rudiments de l'écriture et de la lecture qu'elles ne sont pas parvenues à acquérir sur les bancs de l'école, quittés trop tôt. Nombreux sont en effet ceux qui ont fréquenté l'école pendant moins de cinq ans, notamment parmi les moins jeunes.

Alors que, à La Réunion, la plupart des enfants,

surtout ceux venant des milieux populaires, ne maîtrisent pas correctement la langue française à leur entrée à l'école, l'Éducation nationale ne crée pas les classes et les postes en nombre suffisant. La plupart des classes sont donc surchargées avec une moyenne de 27 à 30 élèves en cours préparatoire au lieu des 20 ou 22 demandés par les enseignants. Par manque de moyens et de temps, les enseignants ont de plus en plus de mal à suivre convenablement les élèves, en particulier ceux qui rencontrent des difficultés, et dans le même temps le réseau d'aide pour les élèves en difficulté (Rased) tend à disparaître.

L'apprentissage de la lecture et le suivi des élèves reposent donc de plus en plus sur les parents. Mais à part quelques-uns, qui à force de sacrifices parviennent à suppléer les carences de l'Éducation nationale, la plupart, en proie à leurs difficultés quotidiennes, en sont malheureusement incapables. Beaucoup d'enfants, de redoublement en redoublement, sortent alors du système scolaire en situation d'échec.

Ce sont de telles situations qui s'imposent aux enfants des travailleurs ainsi qu'à leurs parents. Et malgré leurs discours sur le sujet, les responsables à la tête du gouvernement et les décideurs locaux n'ont pas l'intention de les en sortir, trop préoccupés qu'ils sont à vouloir sauver en premier lieu les profits des capitalistes.

Émile Grondin

## • Contre les rythmes scolaires

### Pourquoi des mouvements en ordre dispersé ?

Les grèves à propos des nouveaux rythmes scolaires se sont succédé dans l'enseignement primaire durant la semaine du 12 au 15 novembre.

Mardi 12 novembre, les animateurs employés par la ville de Paris ont massivement fait grève pour demander plus de moyens leur permettant d'exercer correctement leur métier. En effet, les intervenants ne sont pas assez nombreux pour assurer les activités périscolaires qui accompagnent la semaine de quatre jours et demi. Mercredi 13, certaines

sections départementales du SNUipp-FSU, ainsi que des collectifs de parents, appelaient à des grèves ou des rassemblements pour rediscuter des rythmes scolaires. Jeudi, c'était au tour d'autres sections départementales de ce syndicat de se mettre en mouvement, rejointes sur Paris par plusieurs syndicats. De leur côté, la CGT, FO et SUD appelaient les animateurs et les Atsem (aides en maternelle) à faire grève le même jour.

Les nouveaux rythmes scolaires, ou plus exactement le manque de moyens

humains et financiers indispensables au bon fonctionnement des activités périscolaires, mécontentent tout le monde: parents, enseignants, animateurs, personnel de service. Alors, pourquoi avoir choisi d'éparpiller ainsi les grèves et manifestations? Et surtout, pourquoi les syndicats choisissent-ils d'orienter la riposte sur les seuls rythmes scolaires, alors que tout l'enseignement, de la maternelle au lycée, souffre des mêmes insuffisances d'effectifs et de crédits?

Marianne LAMIRAL

## • Bobigny (Seine-Saint-Denis)

### Manque de moyens au collège

Depuis mardi 5 novembre, le personnel et les parents d'élèves du collège Auguste-Delaune de Bobigny sont en lutte pour obtenir la création d'un deuxième poste à temps plein de conseiller principal d'éducation (CPE).

Les CPE sont des rouages essentiels du bon fonctionnement d'un collège... quand ils peuvent faire leur travail! Or, depuis 2009, le nombre d'élèves du collège n'a cessé d'augmenter, jusqu'à atteindre 600 cette année. Dans le même temps, il n'y a toujours qu'un seul CPE à temps plein, aidé par un collègue qui partage son

temps avec un autre établissement. L'inspection académique et le rectorat ont été avertis de cette situation à de nombreuses reprises, sans daigner réagir. Conséquence prévisible: depuis le début de l'année, les incidents se sont multipliés.

C'est dans cette ambiance qu'une large majorité de professeurs a décidé, avant les vacances de la Toussaint, de se mettre en grève à partir du 5 novembre. Ce jour-là, tous les surveillants et la majorité des enseignants du collège ont débrayé, ainsi que le personnel d'entretien et de cantine.

Devant le silence des

instances académiques, la grève s'est poursuivie et les parents d'élèves ont décidé d'entrer dans le mouvement en bloquant le collège. Vendredi 8 novembre, une trentaine de parents se sont retrouvés devant les grilles, accompagnés par le personnel. Le rectorat a tout de même réagi en adressant à la principale... un SMS en guise de fin de non-recevoir!

Devant la surdité des responsables de l'académie, les parents ont décidé de poursuivre leur blocage mercredi 13 novembre, en attendant que le personnel reprenne le relais.

Correspondant LO

## • Sommet sur le chômage des jeunes

### Que du vent

Vingt-quatre chefs d'État et de gouvernement, autant de ministres du Travail et les principaux dirigeants des institutions européennes se sont retrouvés à Paris, mardi 12 novembre, pour un sommet sur l'emploi des jeunes.

L'Union européenne comptait, en septembre 2013, 7,5 millions de jeunes de moins de 25 ans sans emploi ni formation. Ce taux dépasse les 25% de la population active dans douze pays, dont la France, et franchit le seuil des 55% en Espagne (56,5%) et en Grèce, où il

est officiellement à 57,3% mais a frôlé les 60% cet été.

Lors d'une première rencontre en juin, les États européens avaient décidé d'aider les pays à fort taux de chômage par des subventions variées qui devraient se monter à 45 milliards d'ici à la fin 2015. Leur opération «phare», intitulée «garantie pour la jeunesse», devait veiller à ce que tous les jeunes se voient proposer un emploi «de bonne qualité», une formation, un apprentissage ou un stage dans les quatre mois suivant leur

fin d'études ou la perte d'un emploi. Le budget européen avait décidé de lui consacrer 6 milliards d'euros, dont le gouvernement français espère récupérer 600 millions. Depuis, rien n'a été débloqué. Autant dire que tous ces gouvernements n'ont rien à offrir aux jeunes.

Quant à leur grande conférence, elle ne sert qu'à faire croire qu'ils s'occupent du problème sans parvenir à cacher le vide de leur politique.

Sylvie MARÉCHAL

## • Sages-femmes

# « Métier formidable, conditions fort minables »

« *Métier formidable, conditions fort minables* » était un des slogans repris par des milliers de sages-femmes lors de leur manifestation nationale du 7 novembre à Paris.

Depuis le 16 octobre, 70 % des 20 000 sages-femmes sont en grève dans toutes les régions de France. Ce mouvement, à l'initiative d'un collectif regroupant des associations de sages-femmes et la CFTC, s'est développé suite à l'absence de mention de métier de sage-femme dans le projet de loi de santé publique 2014. Ce collectif a formulé trois revendications : reconnaissance des sages-femmes comme praticiens de premier recours dans le système de santé, incorporation de leur profession dans le statut médical avec un salaire correspondant (actuellement, le salaire d'une sage-femme débutante est de 1 615 euros brut et la grille salariale n'a pas été revue depuis plus de dix ans), autonomie de leur formation initiale.

Dans leur immense majorité, les sages-femmes se sont retrouvées dans un des aspects de ces revendications et ont rejoint le mouvement. Elles ne veulent plus être « invisibles et méconnues », elles veulent être « utilisées pour l'ensemble de leurs compétences et intégrer le statut hospitalier des professions médicales ». De fait, cette revendication d'intégration dans le statut médical est discutée depuis dix ans au niveau du ministère.

Entre 1990 et 2010, le nombre de sages-femmes a quasiment doublé. Aujourd'hui il est d'environ 20 000. Les trois quarts d'entre elles exercent dans les hôpitaux et leur domaine d'intervention s'est

élargi. Outre le suivi médical de la grossesse (qui ne présente pas de risque particulier), elles doivent être capables de dépister les pathologies ou les situations à risque et alors prévenir un médecin. Elles assurent la pratique de l'accouchement, le suivi médical et les soins post-natals en ce qui concerne la mère et l'enfant. Depuis 2009, elles peuvent assurer les consultations de contraception et de suivi gynécologique de prévention. Elles peuvent pratiquer les échographies.

Si, depuis le début du mouvement, plusieurs assemblées générales parisiennes et nationales se sont tenues, la communication et les différentes propositions sont relayées par mails. Le 5 novembre, l'ensemble des chefs de service des maternités de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ont apporté un soutien sans réserve à la manifestation des sages-femmes. Le lendemain, le collectif a été reçu par une quinzaine de députés membres de la commission des Affaires sociales et de la délégation aux Droits des femmes.

Le 7 novembre, c'est une manifestation dynamique de 6 000 sages-femmes, en exercice et étudiantes, qui s'est rendue au ministère de la Santé. Leurs pancartes exprimaient leur ras-le-bol : « *Sages-femmes en hémorRAGEie* », « *Faut pas pousser* », « *Cigogne mais pas pigeonne* », « *Notre quotidien n'est pas rose layette* », « *Sage-femme ni sage ni soumise* ».

Après la manifestation, le



collectif fut reçu par Marisol Touraine qui affirma : « *Je sais que vous êtes engagées dans un mouvement de grève, de demande de reconnaissance (...). J'entends parfaitement cette demande de meilleure identification, de votre rôle, de vos missions, à la fois dans la*

*maternité, mais au fond dans le système de soins plus global.* » Le collectif présenta comme une avancée cette première rencontre qui débouchait sur... une réflexion dans le cadre d'un groupe de travail. L'assemblée générale du soir en décida autrement et maintenait la grève,

au moins jusqu'au résultat de la première réunion de ce fameux groupe de travail qui aura lieu le 19 novembre.

Une chose est sûre : c'est en maintenant la pression que les sages-femmes auront une chance d'obtenir satisfaction.

Correspondant LO

## À l'hôpital Beaujon – Clichy (Hauts-de-Seine)

Après plusieurs informations relayées par mails, la grève qui regroupe l'ensemble des 27 sages-femmes de la maternité a débuté le 16 octobre suite à l'appel du collectif. Comme dans la plupart des différents établissements, des banderoles ont fleuri à la porte de l'hôpital puis des affiches ont expliqué les raisons de leur colère. Les sages-femmes sont assignées, mais elles portent des

bandeaux « *en grève* » sur leur tenue. Elles ont décidé d'un certain nombre d'actions : ne faire que des actes qui relèvent de leur compétence stricte, c'est-à-dire ne s'occuper que de la partie physiologique des grossesses et non du pathologique (à l'hôpital, souvent par manque de personnel, le glissement de tâches est fréquent), suspendre le codage de l'activité pendant la grève, ne

plus assister au staff, grève effective de 11 heures à midi pour les sages-femmes de la consultation.

Certaines participent aux assemblées générales, qui regroupent tous les établissements en grève. Pour beaucoup, c'est une première expérience de mouvement qui, bien sûr, ne fait pas partie du programme d'études de sage-femme.

Correspondant LO

## • Maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis)

# Le combat continue

**Au moment où un rapport officiel fait état de la difficulté pour les femmes de recourir à une interruption volontaire de grossesse, le personnel de la maternité des Lilas, qui pratique chaque année 1 650 naissances mais aussi 1 200 avortements, est toujours dans l'incertitude quant à la reconstruction de la maternité sur la commune.**

Alors qu'un terrain est déjà choisi et disponible, la décision de l'Agence régionale de santé (ARS) a été de suspendre ce projet et d'envoyer l'équipe

médicale à l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis), sur une surface qui ne correspond pas aux besoins de la maternité des Lilas. Depuis deux ans, le personnel a organisé de nombreuses manifestations, dont celle du 27 septembre 2013 qui avait réuni pas loin de 2 000 personnes aux Lilas. Depuis, le personnel, tout en faisant son travail quotidien, essaie de multiplier des actions, y compris médiatiques. C'est dire que la colère n'est pas retombée.

À la dernière réunion du comité de soutien, le 6 novembre, Marie-Laure Brival, médecin-chef et présidente du collectif

de la maternité des Lilas, a exprimé l'opinion générale en disant : « *Le silence est insupportable.* » Elle s'en prenait là aux représentants de l'État. En effet ni Claude Evin, pour l'Agence régionale de santé, ni Marisol Touraine, pour le ministère de la Santé, n'ont donné de réponse aux demandes répétées du collectif.

Il en est de même pour l'étude demandée par l'ARS au professeur René Frydman. Cette personnalité médicale connue devait se prononcer sur la faisabilité du déménagement de la maternité des Lilas dans les locaux de l'hôpital intercommunal de Montreuil, en

particulier dire si celui-ci est « *adapté au projet médical de la maternité des Lilas* ». À ce jour, les conclusions ne sont toujours pas connues, bien qu'elles aient été annoncées pour la mi-octobre. Ce rapport est-il favorable ou défavorable, seule l'ARS le sait... mais ne dit rien.

Dans sa campagne électorale, Hollande avait dit qu'il viendrait aux Lilas inaugurer la nouvelle maternité après la reconstruction. Il est aujourd'hui aux abonnés absents. À une lettre de Marie-Laure Brival, il a fait répondre par son chef de cabinet le 28 octobre qu'il informe Marisol Touraine, chargée du dossier, laquelle ministre

est parfaitement au courant, d'autant que des salariés de la maternité des Lilas avaient campé sous ses fenêtres. Cela s'appelle se moquer du monde.

Après de nombreux débats, le collectif a finalement décidé d'une nouvelle manifestation, cette fois en direction de l'Élysée, à la fin du mois de novembre. Les présents à la réunion ont promis leur soutien, dont le maire socialiste des Lilas, les syndicats CGT et Sud, la Cadac, le PCF, les communistes libertaires et Lutte Ouvrière, ainsi que plusieurs associations de défense des hôpitaux.

Correspondant LO

## • FagorBrandt

# Restructurations et fermetures d'usines

L'entreprise FagorBrandt, filiale du groupe d'électroménager « espagnol » Fagor Electrodomesticos, a annoncé mercredi 6 novembre son dépôt de bilan avec à la clef près de 2 000 licenciements rien qu'en France.

Mais ce sont en tout plus de 5 000 emplois menacés sur l'ensemble du groupe Fagor, en Espagne, Pologne, France et Chine. Les responsables se justifient en mettant en cause une baisse du chiffre d'affaires dans l'électroménager. Mais, loin d'être sur la paille, les capitalistes du secteur s'enrichissent depuis des décennies en fermant des usines, en fusionnant et en rachetant d'autres. L'histoire de FagorBrandt en est un exemple éloquent.

L'entreprise Brandt, d'abord spécialisée dans les armements légers, a été créée en 1924. En 1956, le PDG Edgar Brandt rachetait l'entreprise Hotchkiss, puis fusionnait avec Thomson-Houston,

ainsi qu'avec la Compagnie générale de la télégraphie sans fil pour donner naissance à Thomson-Brandt. En 1982, le gouvernement de Mitterrand nationalisait le groupe pour l'aider à se restructurer. En 2000, le groupe fusionnait avec Moulinex. Mais dès 2001, il annonçait sa mise en faillite et Moulinex était racheté par SEB, occasionnant les fermetures d'usines que l'on connaît, pendant que le gros électroménager était racheté par un groupe israélien, puis racheté à nouveau par Fagor en 2005.

Du côté espagnol, c'est une histoire similaire qui se produit. Dans les années cinquante, un prêtre donna naissance à une coopérative, Mondragon, qui se transforma peu à peu en



un consortium de 80 000 salariés. C'est au moment du boom spéculatif des années 2000 en Espagne que le groupe Fagor, dont Mondragon est la maison mère, racheta Brandt avec la bénédiction des banques qui investissaient dans ce type d'opérations financières.

Le groupe Fagor est n° 1 en France et en Espagne et n° 5 mondial dans ce secteur, tout en ayant des tentacules dans divers domaines comme la grande distribution, la finance, les composants automobiles, les universités privées, etc. Les capitalistes qui

ont joué durant toutes ces années à ce vaste Monopoly se sont largement enrichis. Alors, ces licenciements n'ont pas d'autre objectif que de renforcer la rentabilité du groupe pour enrichir les actionnaires. Ils sont inacceptables.

Marion AJAR

## • FagorBrandt – Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)

# Où mène la logique du profit

L'usine FagorBrandt de Saint-Jean-de-la-Ruelle, qui emploie 530 personnes, est en chômage total depuis le 14 octobre. Entre 150 et 200 salariés se sont rassemblés à Orléans vendredi 8 novembre, malgré une pluie battante. Il y avait en majorité des ouvriers mais aussi des employés, ainsi que des chefs et des cadres, car il est clair que personne n'est à l'abri.

Les élus locaux PS et UMP ont affiché pour l'occasion une touchante unanimité, apportant un vague soutien, sans s'éterniser cependant. Le conseil régional, quant à lui,

a jugé opportun de distribuer des parapluies ornés de son logo. Mais les paroles rassurantes de ces gens-là, relayées par les organisations syndicales disant que l'usine serait le fleuron du groupe et, de ce fait, peut-être moins menacée que les autres sites, ne valent pas mieux que les propos lénifiants du préfet de région qui, à l'adresse de la délégation, n'a su que vanter un « savoir-faire français » à préserver, pour conclure que le ministère suivait l'affaire...

Tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Agiter le

tricolore est d'autant plus grotesque que les travailleurs de l'usine, pour beaucoup immigrés, savent qu'une partie des éléments des appareils de cuisson viennent des quatre coins du monde. Mais il est plus facile de propager des balivernes malsaines sur le « produire français », que de se prononcer sur les seules véritables mesures adaptées à la situation : l'interdiction des licenciements ; la publication intégrale des comptes des filiales comme ceux de la maison-mère ; la confiscation des avoirs de tous les actionnaires qui, depuis des

décennies, se sont constamment enrichis sur le dos des travailleurs.

Et aujourd'hui ce sont ces mêmes travailleurs qui devraient perdre leur gagne-pain ? Ce sont des chaînes de production de biens utiles (fours, tables de cuisson...) qui devraient être arrêtées ? Et tout cela pour préserver la fortune de quelques profiteurs, comme cela avait déjà été le cas lors de l'éphémère passage de l'usine dans le giron de Moulinex, de triste mémoire.

Le tribunal de commerce de Nanterre a fixé au

13 décembre la date limite de dépôt des offres de reprise. Les salaires doivent encore être versés, mais qu'en sera-t-il ensuite ? En tout cas, pas plus à Saint-Jean-de-la-Ruelle qu'ailleurs, la compassion des politiciens ne suffira à préserver les emplois. Contre la logique du profit et ses effets, logique qui n'est pas plus espagnole que française mais bien 100 % capitaliste, il n'y a que la pression de la colère ouvrière qui pourrait faire reculer tous ces patrons avides de profits.

Correspondant LO

## • SITL (ex-FagorBrandt) – Lyon

# L'avenir des travailleurs en question

En avril 2011, quand l'usine FagorBrandt de Lyon a été reprise par un industriel isérois, Pierre Millet, les salariés étaient méfiants. En effet, l'usine de Gerland, initialement Thomson, avait déjà connu des dépôts de bilan et des reprises, s'appelant successivement Brandt, Ciapem, Moulinex, Elco, Fagor..., et perdant chaque fois des salariés. En 2011 ils n'étaient plus que 560, la production des lave-linge ayant été progressivement transférée en Pologne.

L'usine est donc devenue SITL (Société d'innovation et de technologie de Lyon). Le

repreneur s'est lancé dans la fabrication de véhicules utilitaires électriques et de filtres d'assainissement de l'eau. Mais comme il y avait tout à faire dans ces domaines, il était convenu par contrat que l'usine restait sous-traitante de FagorBrandt pour la fabrication de machines à laver jusqu'en mars 2015.

Aujourd'hui, FagorBrandt emploie encore directement une quarantaine de salariés dans la recherche et le développement. La SITL emploie quant à elle plus de 400 travailleurs, dont 150 dans la fabrication de lave-linge, qui sont au chômage technique depuis le 14 octobre,

pour les mêmes raisons que ceux des usines restées FagorBrandt : retards de paiement aux fournisseurs.

Selon la CGT, cette sous-traitance représente plus de 90 % du chiffre d'affaires de la SITL, les nouvelles fabrications n'ayant pour l'instant pas tenu les promesses faites par Pierre Millet. Si cette sous-traitance devait cesser, toute l'usine pourrait fermer, plus de 400 travailleurs risquant de perdre leur emploi. Les travailleurs étaient inquiets lors de la cession en 2011, ils le sont encore bien plus aujourd'hui.

Correspondant LO

## • Carrier – Alençon (Orne)

# Non aux licenciements !

La société Carrier, qui produit des cars à Alençon, a été placée en redressement judiciaire lundi 4 novembre. Elle aurait cumulé un déficit de sept millions d'euros sur les deux dernières années.

Cette société emploie 179 travailleurs sur place, notamment pour produire des bus scolaires. Le site a été racheté en 2000 par le groupe vendéen Fast concept car, qui regroupe de nombreuses sociétés dans les secteurs du transport, du tourisme, des pièces détachées et de la construction de cars, avec

plus de 2 400 salariés et un chiffre d'affaires multiplié par quatre en quatre ans. Mais la direction prétend que le site d'Alençon est sous-employé et n'a pas assez de commandes. Pourtant il a été agrandi en 2010, avec une aide du département de 179 400 euros.

Le groupe Fast dit ce qu'il veut, mais en ouvrant ses comptes et ceux de ses actionnaires et propriétaires on trouverait de quoi maintenir tous les emplois.

Correspondant LO

### • La Redoute – Roubaix-Wattrelos

# « Zéro sur le carreau, dix ans de garanties »

L'annonce par la direction, le mardi 29 octobre, que la revente de La Redoute s'accompagnerait d'un plan de licenciements « d'au moins la même ampleur que celui de 2008 », c'est-à-dire au moins 700 emplois supprimés, plus la découpe en morceaux de l'entreprise, a été un choc pour beaucoup, même si des militants discutaient depuis des mois dans les différents secteurs de l'usine de comment se défendre face à Pinault qui se préparait à se débarrasser de La Redoute en sous-traitant les suppressions d'emplois.

Deux manifestations regroupant plusieurs centaines de salariés et exigeant des garanties de salaire lors de la revente avaient déjà eu lieu et avaient été ressenties comme un succès.

Dans la foulée de l'annonce du 29 octobre, deux assemblées générales se sont tenues, regroupant plus de 200 salariés dans les bureaux de Roubaix et 400 à l'usine de Wattrelos. Ces assemblées générales ont exprimé l'écœurement face au milliardaire Pinault et ont approuvé l'idée d'une manifestation sur Lille la semaine suivante, manifestation appelée par tous les syndicats d'employés, CGT, CFDT et SUD.

Parmi les cadres, il y a eu débat : les responsables de la CFE-CGC refusaient de participer à la manifestation, mais la pression d'une partie des cadres et agents de maîtrise a été assez forte pour qu'ils se sentent obligés d'organiser un référendum

parmi ceux-ci pour savoir s'il fallait ou non participer à la manifestation.

Plus de 60 % ont dit oui, poussant la CFE-CGC à appeler à manifester, ce qu'elle n'avait jamais fait dans l'entreprise.

Dimanche 3 novembre, Martine Aubry a commencé à intervenir dans les médias pour dénoncer la « brutalité avec laquelle cela se faisait ». Ce ne sont apparemment pas les licenciements qui la choquent mais la manière dont cela se fait !

Jeudi 7 novembre était le jour de la manifestation. Dans tous les secteurs, l'idée était discutée de débrayer nombreux et de partir à la manif malgré le très mauvais temps. Ce sont finalement quatorze bus qui sont partis de Roubaix et de Wattrelos. La manifestation a été un succès, regroupant des



ouvriers, des employés, des agents de maîtrise, des cadres mais aussi des salariés retraités de La Redoute ou travaillant dans des anciens secteurs de La Redoute désormais externalisés comme les Aubaines ou la Sogep. Sur les 1200 manifestants, il y avait près de 900 salariés de La Redoute. Pour certains, c'était la première manif de leur vie, mais tous se sentaient forts du nombre qu'ils étaient.

À la fin de la manifestation, le principe d'une nouvelle action a été voté à l'unanimité. Après la manifestation, une délégation de vingt salariés, délégués ou non, a été reçue par Martine Aubry, à sa demande. Elle a répété qu'elle trouvait cela inadmissible et se proposait, elle et son cabinet, de s'occuper

de tout. Il lui a été rappelé les exigences des salariés : aucun licenciement, aucun secteur externalisé dans la revente et dix ans de garanties de salaires assurés par Pinault. Un militant lui a fait remarquer que le mieux qu'elle puisse faire, c'était de demander à ses amis au gouvernement de faire une loi pour interdire les licenciements.

En attendant, la mobilisation doit continuer pour faire payer Pinault, multimilliardaire, qui a largement de quoi payer les exigences des salariés. Les travailleurs doivent se persuader que la seule force sur laquelle ils pourront vraiment compter, c'est la leur, à travers les actions et les grèves à venir.

Correspondant LO

### • Eurocopter Marignane Qui abuse qui ?

Selon Jean-Marc Ayrault en visite à Marseille, le chômage serait dû en partie au moins au manque de formation. Il déclarait au journal *La Provence* du vendredi 8 novembre : « Une grande entreprise comme Eurocopter, me dit-on, a des emplois à proposer, mais a du mal à trouver de la main-d'œuvre, parce qu'il n'existe pas suffisamment de formations adaptées. »

Pourtant ce ne sont pas les candidats compétents qui manquent. Dans cette usine, près d'un millier d'intérimaires sont employés en permanence. Certains enchaînent leur troisième, voire leur quatrième mission de 18 mois, séparées par une mise au chômage de six mois pour respecter la loi (la période de carence). Ils sont dans tous les secteurs, des chaînes de montage aux machines-outils en passant par l'informatique, certains font fonction de chef d'équipe, d'autres sont au contrôle des pièces. Leur compétence est reconnue puisqu'ils sont systématiquement réembauchés après leurs six mois de carence. Mieux, dans la plupart des secteurs, les intérimaires en fin de contrat forment leurs remplaçants, intérimaires comme eux.

Formés, ces intérimaires le sont, mais de vraies embauches, il n'y en a pas. La direction de cette entreprise florissante a en effet décidé le gel des embauches, ce qui ne l'empêche pas d'utiliser un millier d'intérimaires.

Quand le Premier ministre dit à propos de cette entreprise : « Il y a des emplois mais on ne trouve pas de main-d'œuvre », on peut se demander qui lui a soufflé une telle absurdité, le préfet, ou le responsable d'Eurocopter ? Peut-être s'accordent-ils tous pour déployer un rideau de fumée en se moquant bien des problèmes des travailleurs, du chômage, de l'instabilité des missions d'intérim, de l'attente du renouvellement des missions.

Correspondant LO

### • JTEKT – Chevigny (Côte-d'Or)

# Après le chômage, les heures sup'

L'usine JTEKT (groupe Toyota) qui compte 720 salariés et produit des directions automobiles pour PSA, BMW, Mercedes et Smart, est passée en quelques mois du chômage partiel à l'embauche d'une centaine d'intérimaires et au travail des samedis en heures supplémentaires.

Pendant la période de chômage partiel, qui a duré trois ans, JTEKT a profité pleinement des aides de l'État, qui payait à 100 % les ouvriers qui chômaient deux ou trois jours par semaine, tout en maintenant des cadences élevées les jours travaillés, imposant trente minutes supplémentaires quotidiennes par équipe (le regain) et des samedis matin obligatoires. Ainsi on pouvait chômer lundi-mardi-mercredi et être en heures supplémentaires jeudi-vendredi et même samedi matin.

La fin de cette période de chômage, le 1<sup>er</sup> avril dernier, a

coïncidé avec le démarrage de la nouvelle ligne pour PSA. La direction a voulu tout faire accepter aux salariés. Son premier objectif a été et est toujours d'accroître la productivité : en augmentant l'objectif quotidien à faire et en diminuant le nombre d'ouvriers par ligne. Ainsi, sur la ligne Mercedes, la productivité par opérateur a augmenté de 42 % en un an, de juin 2012 à juin 2013. À propos de la nouvelle ligne PSA, qui fonctionne avec 90 % de personnel intérimaire, trois postes ouvriers ont déjà été supprimés depuis son démarrage.

Au-delà de cette pression,

depuis des mois les ouvriers n'ont cessé de vivre des chambardements incessants, comme si la direction était inquiète de laisser passer la moindre occasion de profiter de la peur du chômage qui pèse sur tout le monde. C'est comme ça qu'elle a bouleversé les congés pour faire tourner certaines lignes même l'été, qu'elle a rendu le travail du samedi systématique, imposant la récupération de ponts... alors que tout le monde avait posé des congés.

Pour « dégager du cash » pour la banque de Toyota, JTEKT a réduit la maintenance au minimum et a accéléré les cadences sur des lignes anciennes. Résultat : les machines ont craqué avant les hommes et les pannes se succèdent, parfois pendant plusieurs jours d'affilée. La direction a aussi

supprimé le contrôle en fin de ligne et des milliers de directions Mercedes ont été livrées avec un défaut grave... avant de revenir à l'usine. Pendant des mois, la mode a été à la « désautomatisation », pour rendre manuelles des opérations faites auparavant par des machines tout en supprimant des postes.

Tous ces changements se sont accompagnés de pressions individuelles, de convocations, de sanctions parfois. Certaines équipes refusent le regain ou de revenir le samedi. D'autres salariés s'adressent aux Prudhommes.

Voilà une entreprise qui utilise à fond la crise pour tenter de tout faire passer auprès des travailleurs.

Correspondant LO

## • Les causes de la Première Guerre mondiale

# « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jaurès)

À l'heure où débutent les cérémonies commémorant la Première Guerre mondiale, certains historiens et commentateurs ont repris une thèse déjà exposée depuis plusieurs années dans les manuels scolaires. Selon eux, les causes de cette guerre ne seraient pas à rechercher dans la concurrence que se livrent entre elles les classes capitalistes rivales pour la conquête de nouveaux marchés. Ce serait « un nationalisme exacerbé », « une violence des masses » qui auraient amené un continent à s'embraser, des soldats venus des autres continents à s'entre-tuer sur les terres d'Europe car, disent-ils, les capitalistes ont besoin de la paix pour prospérer.

De telles idées, certes pas nouvelles, servent aujourd'hui à dédouaner la bourgeoisie de sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre, en la reportant sur un prétendu « sentiment nationaliste et à une violence des masses ». C'est là confondre les causes de la guerre et les moyens que se donne la bourgeoisie pour mobiliser des populations qui, elles, n'ont rien d'autre à gagner que les blessures, la misère et la mort.

Que certains capitalistes fassent plus d'affaires en temps de paix est indéniable. Encore faut-il qu'ils aient à leur disposition de vastes marchés qui leur permettent de s'approprier toutes les matières premières nécessaires à la production et, dans un second temps, d'écouler leurs marchandises. C'est pour cette raison que l'économie capitaliste ne peut survivre qu'en gagnant sans cesse de nouveaux marchés.

Dès le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les bourgeoisies nationales d'Europe, aidées par leurs États, ont étendu leurs emprises respectives sur la planète.

Le Royaume-Uni et la France furent les premiers pays à se lancer à la conquête de colonies. Leur marché national étant devenu trop étroit, il leur fallait impérativement

étendre leur aire d'influence. En même temps que les puissances coloniales tiraient profit du pillage des ressources naturelles de leurs colonies, celles-ci permettaient de nouveaux débouchés à leurs productions industrielles. Elles se sont ainsi partagé une grande partie de l'Afrique et des régions importantes d'Asie, avec la Belgique, le Portugal, la Hollande... et l'Allemagne loin derrière. À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la mainmise impérialiste sur toute la planète était achevée.

Du fait de l'unification tardive de leurs États, l'Allemagne et l'Italie s'étaient lancées après d'autres dans la conquête coloniale. De leur côté, l'Autriche-Hongrie, elle aussi tard venue dans le partage du monde, ainsi que la Russie tsariste, cherchaient à profiter de la faiblesse de l'Empire ottoman pour s'étendre dans les Balkans. La Grande-Bretagne et la France étaient également en rivalité pour se disputer les ruines de cet Empire ottoman au Proche-Orient.

Dans l'enchevêtrement des oppositions et des concurrences de toutes sortes, les tensions créées annonçaient la guerre ouverte entre les États. La France avait été au bord de la guerre avec l'Allemagne à deux reprises, en 1905 et 1911, à propos



du contrôle du Maroc, et la France cultivait une attitude revancharde en réclamant l'Alsace et la Lorraine perdues lors du précédent conflit de 1871. Elle souhaitait également faire main basse sur la Sarre et ses richesses minières. L'Allemagne, à la puissance industrielle grandissante, étouffait dans ses frontières. Sa bourgeoisie rêvait des

grands espaces coloniaux déjà conquis par d'autres. Cette volonté expansionniste était une menace non seulement pour la France, mais aussi pour la Grande-Bretagne qui ne pouvait tolérer que s'installe au cœur de l'Europe un État pouvant lui faire concurrence.

Les conflits d'intérêts, menaçant de conduire à un conflit

armé, étaient donc nombreux en ce début de 20<sup>e</sup> siècle, et les États s'y préparaient activement. En France, en 1913, les crédits militaires avaient été augmentés et le service militaire était passé de deux à trois ans. Et depuis plusieurs années une intense propagande nationaliste se développait, menée par le gouvernement, la presse et nombre d'intellectuels.

Le « nationalisme exacerbé » conduisant à la « violence des masses » a donc été façonné, développé par tous ceux qui agissaient pour le compte de la bourgeoisie et s'efforçaient de rallier les millions d'hommes et de femmes qui allaient périr dans la première déflagration mondiale. Dans un tel contexte de lutte entre impérialismes concurrents pour s'ouvrir de nouveaux marchés, il suffisait d'une étincelle pour mener à la guerre : ce fut l'assassinat d'un archiduc autrichien par un nationaliste serbe à Sarajevo. Par le jeu des alliances, la Première Guerre mondiale éclata le 3 août 1914, entraînant dans un premier temps une grande partie des pays d'Europe, pour ensuite toucher la plupart des pays du monde.

Anatole France avait mille fois raison quand il disait : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers ». Aujourd'hui, certains semblent avoir oublié cette vérité, une façon pour eux d'attribuer à leur propre bourgeoisie des qualités démocratiques, humanistes et pacifistes qu'elle n'a jamais eues et n'aura jamais.

Marianne LAMIRAL

## Hollande dans les pas de l'union sacrée

À l'occasion de l'ouverture des cérémonies commémorant le centenaire de la guerre de 14-18, François Hollande a fait un discours reprenant les rengaines patriotardes les plus éculées. « La France, a-t-il dit, peut souffrir, traverser des épreuves, connaître des divisions (...) mais elle est la France. Elle nous rappelle la force d'une nation quand elle est rassemblée. »

Rien d'étonnant que des actuels dirigeants du PS embouchent les clairons des va-t-en-guerre. En 1914, les dirigeants du Parti socialiste d'alors avaient rallié le camp de la bourgeoisie, dans une soudaine volte-face, laissant les militants déboussolés face à la boucherie qui s'annonçait.

Au nom de la nation rassemblée, vantée aujourd'hui par Hollande, ils ont activement aidé la bourgeoisie à envoyer à la mort des millions d'hommes. Depuis, des leaders socialistes ont remis leur uniforme de va-t-en-guerre, à chaque fois que les intérêts de la bourgeoisie le nécessitaient.

Hollande n'a-t-il pas lancé les troupes françaises au Mali et ne s'apprête-t-il pas à intervenir en Centrafrique ? En fait les socialistes se sont compromis dans la quasi-totalité des sales guerres coloniales : au Vietnam, à Madagascar, en Algérie, pour ne citer que les principales.

Ne lésinant pas sur le volet patriotique, Hollande a évoqué dans son discours « l'impérieuse nécessité de faire bloc si nous voulons gagner les batailles qui, aujourd'hui, ne sont plus

militaires mais économiques, et qui mettent en jeu notre destin et notre place dans le monde. » Les appels à l'unité nationale, à la « France », et à la « République », sont les mêmes mensonges au nom desquels les travailleurs devraient accepter des sacrifices, comme il y a cent ans, en 1914, ces bobards servaient à envoyer dans les tranchées les paysans, les ouvriers transformés en soldats pour les profits des marchands de canons et autres capitalistes. Aujourd'hui, leurs héritiers

invoquent le patriotisme économique pour faire trimer les salariés pendant que les exploiters engrangent les profits.

Pour se défendre, les travailleurs de tous les pays doivent prendre conscience de leurs intérêts communs et refuser de se laisser leurrer par les discours qui voudraient leur faire croire que les patrons exploiters et licenciés sont dans le même camp qu'eux.

Marion AJAR